



Aktivitäten und Erfolge 2021
Activités et succès 2021

Konzept und Gestaltung/concept et graphique:
www.muellerluetolf.ch
Fotos/photos:
Travail.Suisse/Lisa Schädel (S./p. 1, 16, 18, 32, 33),
setrunners.ch/Fabian Lütolf (S./p. 7, 10-13),
Parlamentsdienste 3003 Bern (S./p. 17)
Nico Fröhli (S./p. 34), SRF (S./p. 38),
zVg Brücke·Le pont (S./p. 40, 41)

Sommaire

Avant-propos du président	6
Organisation et activité	8
Bonnes conditions de travail / Politique économique	14
Politique de conciliation	16
Sécurité sociale	18
Politique de la formation	20
Politique environnementale, Politique extérieure, Politique financière et service public	22
Travail parlementaire	26
Votations populaires	28
Communication	30
Jeunesse.Suisse	34
Institut de formation ARC	36
Brücke · Le pont	38
Représentations de Travail.Suisse dans les commissions et organisations	42
Effectif des membres des organisations affiliées	44
Adresses	46

Inhalt

Vorwort des Präsidenten	7
Organisation und Tätigkeit	9
Gute Arbeit / Wirtschaftspolitik	15
Vereinbarkeitspolitik	17
Soziale Sicherheit / Sozialpolitik	19
Bildungspolitik	21
Umweltpolitik, Aussenpolitik, Finanzpolitik und Service public	23
Parlamentsarbeit	27
Eidg. Volksabstimmungen	29
Kommunikation	31
Jeunesse.Suisse	35
Bildungsinstitut ARC	37
Brücke · Le pont	39
Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen	43
Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen	45
Adressen	47

A notre sujet

**Travail.Suisse est l'organisation
faitière indépendante d'environ
140000 travailleurs et
travailleuses en Suisse.**

La force de Travail.Suisse s'appuie sur ses fédérations et leurs membres et s'engage avec eux pour que tous les êtres humains gagnent un revenu sûr

et suffisant par leurs propres moyens. Ils sont ainsi en mesure d'assumer des responsabilités pour eux-mêmes et pour les autres. Tous les individus doivent avoir les mêmes chances de développer leur potentiel professionnel et humain et d'obtenir une reconnaissance sociale. La discrimination n'est pas tolérée sous quelque forme que ce soit. Avec cette attitude, Travail.Suisse veille à ce que les travailleurs et travailleuses aient une représentation forte dans la politique nationale, les assurances sociales, l'administration publique et le partenariat social.

L'objectif premier est de garantir de bonnes conditions de travail, une formation et une formation continue solides et une protection sociale fiable pour les travailleurs et travailleuses en Suisse. Les thèmes les plus importants pour Travail.Suisse et ses fédérations sont la qualité du travail/la politique économique, la sécurité sociale/la politique sociale, la formation et la formation continue ainsi que la conciliation entre vie professionnelle et vie privée. D'autres thèmes sont la politique financière et fiscale, le service public, la politique énergétique et environnementale ainsi que l'international.

Travail.Suisse agit en toute indépendance, n'est lié à aucun parti et entretient des relations étroites avec le gouvernement et les autorités, le Parlement et les partis, ainsi qu'avec les associations économiques.

Travail.Suisse est favorable au partenariat social. Un partenariat qui fonctionne bien entre les

travailleurs et les employeurs est une condition centrale pour la stabilité de la Suisse. Le dialogue plutôt que la confrontation, telle est la devise de Travail.Suisse.

Travail.Suisse aborde à temps les thèmes importants pour les travailleurs et les travailleuses et participe à leur élaboration à toutes les étapes du processus politique. L'organisation s'appuie pour cela sur un échange de vues intensif avec ses fédérations membres.

Travail.Suisse siège dans des groupes d'experts et des commissions extraparlimentaires et prend position dans le cadre des procédures de consultation sur toutes les modifications de lois concernant les travailleurs et travailleuses. Travail.Suisse renforce ce travail par une communication conséquente vers l'extérieur et vers l'intérieur.

Travail.Suisse a la capacité à lancer des initiatives et des référendums. L'organisation dispose ainsi d'instruments d'action qui ne peuvent pas être ignorés.

Travail.Suisse compte parmi ses membres les organisations suivantes: Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Fédération des Associations de Professeur·e·s des Hautes écoles spécialisées suisses HES-CH, Fédération des représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE, Employés Droguistes Suisse, Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois·e·s VUCAS.

In eigener Sache

Travail.Suisse ist durch seine Mitgliederverbände und deren Mitglieder stark und setzt sich mit ihnen dafür ein, dass alle Menschen durch eigene Kraft ein sicheres und ausreichendes Einkommen erwirtschaften. Dadurch sind sie in der Lage, für sich und andere Verantwortung zu übernehmen. Alle Menschen müssen die gleichen Chancen erhalten, ihr berufliches und menschliches Potenzial entfalten zu können und gesellschaftliche Anerkennung zu erhalten. Diskriminierung wird in keiner Form toleriert. Mit dieser Haltung sorgt Travail.Suisse dafür, dass die Arbeitnehmenden in der nationalen Politik, den Sozialversicherungen, der öffentlichen Verwaltung und in der Sozialpartnerschaft eine starke Vertretung haben.

Oberstes Ziel ist es, gute Arbeitsbedingungen, eine solide Aus- und Weiterbildung und eine verlässliche soziale Absicherung für die Arbeitnehmenden in der Schweiz zu gewährleisten. Die wichtigsten Themen für Travail.Suisse und seine Verbände sind «Gute Arbeit»/Wirtschaftspolitik, soziale Sicherheit/ Sozialpolitik, Aus- und Weiterbildung sowie Vereinbarkeit von Beruf und Privatleben. Weitere Themen sind die Finanz- und Steuerpolitik, der Service public, die Energie- und Umweltpolitik sowie das Internationale.

Travail.Suisse handelt unabhängig, ist keiner Partei verpflichtet und pflegt enge Beziehungen zu Regierung und Behörden, Parlament und Parteien sowie zu Wirtschaftsverbänden.

Travail.Suisse bekennt sich zur Sozialpartnerschaft. Eine gut funktionierende Partnerschaft zwischen Arbeitnehmenden und Arbeitgebenden ist eine zentrale Voraussetzung für die Stabilität der Schweiz. Dialog statt Konfrontation lautet die Devise von Travail.Suisse.

Travail.Suisse greift arbeitnehmerrelevante Themen frühzeitig auf und gestaltet sie über alle Etappen des politischen

Prozesses mit. Die Organisation stützt sich dabei auf den intensiven Meinungsaustausch mit ihren Mitgliedsverbänden.

Travail.Suisse hat Einsitz in Expertengruppen und ausserparlamentarischen Kommissionen und nimmt im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zu allen arbeitnehmerrelevanten Gesetzesänderungen Stellung. Travail.Suisse verstärkt diese Arbeit durch konsequente Kommunikation gegen aussen und gegen innen.

Travail.Suisse ist initiativ- und referendumsfähig. Damit verfügt die Organisation über Handlungsinstrumente, die nicht ignoriert werden können.

Travail.Suisse hat folgende Organisationen als Mitglieder: Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Verband der Fachhochschuldozierenden Schweiz FH-CH, Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE, Angestellte Drogisten Suisse, Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS.

Travail.Suisse ist der unabhängige Dachverband von rund 140000 Arbeitnehmenden in der Schweiz

2021 – beaucoup de défense mais aussi de capacité à façonner

Depuis quelque temps, on reproche davantage aux syndicats et aux associations du personnel de ne faire dans leur engagement que défendre, empêcher et repousser. Au vu de l'année écoulée, ce reproche n'est pas tout à fait à rejeter. Mais – et c'est le point central – la défense était juste et importante pour les travailleurs et travailleuses en Suisse.

Deuxième année avec le coronavirus

Le coronavirus a continué à tenir la Suisse et Travail.Suisse en haleine en 2021. La collaboration en télé-travail et par vidéoconférence ainsi que les mesures en constante évolution ont rendu difficile un travail quotidien sans heurts. Travail.Suisse a été invité, avec les autres organisations faitières des partenaires sociaux et les cantons, à plus de 25 consultations. Chaque semaine, nous étions en contact avec les autorités, nous avons discuté des répercussions sur le monde du travail et cherché des solutions. Les certificats Covid et la gestion de la vaccination ont constitué de nouveaux défis. D'une part, nous avons aidé à repousser le virus et, d'autre part, il a fallu défendre les droits fondamentaux des travailleurs. Malgré la pandémie, il était absolument central pour nous que les données personnelles sur la santé ne concernent pas l'employeur. Travail.Suisse a fait une proposition constructive au Conseil fédéral, qui l'a finalement adoptée: les certificats Covid ne pouvaient être exigés que pour la mise en œuvre des concepts de protection et les frais de test devaient être pris en charge. Les instruments développés en 2020 pour le maintien de l'emploi et des revenus ont à nouveau fait leurs preuves avec la prolongation du chômage partiel et de l'allocation pour perte de gain corona-

virus. Fin 2021, le taux de chômage était revenu à son niveau d'avant la crise.

Un accord-cadre social maintenant

Soyons clairs: Travail.Suisse ne s'est pas réjoui fin mai lorsque le Conseil fédéral a interrompu les négociations sur l'accord-cadre avec l'Union Européenne. Pour nous, il a toujours été important que l'on puisse garantir la protection des salaires. Cela n'a toutefois pas été possible avec l'accord-cadre négocié. La position claire des syndicats a été désignée par certains milieux comme la raison de l'échec. Mais cela ne correspond de loin pas à la réalité. Les problèmes de protection des salaires auraient pu être résolus. Mais il y avait encore la question de la directive sur la citoyenneté européenne, pour laquelle l'opinion entre la Suisse et l'UE était finalement inconciliable et qui a fait pencher la balance en faveur de l'abandon de l'accord-cadre. L'ancien secrétaire d'Etat Mario Gattiker l'avait d'ailleurs aussi souligné lors de son intervention à l'assemblée des délégué-e-s de Travail.Suisse en septembre. Pour Travail.Suisse, une chose est claire: il faut un accord-cadre – mais un accord social! Un accord-cadre qui ne profite pas seulement aux entreprises, mais qui apporte aussi des améliorations aux travailleurs et travailleuses.

Prévoyance vieillesse – le grand thème de 2021

Nous avons entamé 2021 avec une grande joie: pour la première fois, les pères ont obtenu un congé paternité en Suisse. En tant que « père » du congé paternité, Travail.Suisse a suivi de près son introduction, a attiré l'attention sur les questions en suspens et a exigé des améliorations. Nous avons également

présenté des solutions pour la prévoyance vieillesse. 2021 était l'année de la prévoyance vieillesse: tant la réforme de l'AVS que celle de la LPP ont été traitées par le Parlement. Nos propositions de solutions – notamment l'utilisation des bénéficiaires de la BNS pour l'AVS – n'ont toutefois pas obtenu la majorité.

Aujourd'hui, nous devons à nouveau nous défendre. Nous nous opposons aux détériorations des rentes AVS, car ce sont justement les femmes qui ont des rentes trop basses à la retraite. A la fin de l'année, il était donc clair que nous lancerions un référendum contre la réforme AVS21. La réforme de la LPP risque elle aussi de se solder par un nouvel échec. La proposition constructive des partenaires sociaux, que nous avons soutenue, a été mise en pièces par le Conseil national. L'avenir nous dira ce qu'en fera le Conseil des Etats et si nous devons à nouveau nous opposer à des détériorations pour les travailleurs et travailleuses par un référendum.

Une ère prend fin avec de nombreux départs à la retraite

Début 2021, le comité a adopté des objectifs stratégiques avec des mesures sur la base du document du congrès. Les quatre priorités que sont un bon travail, la sécurité sociale, la conciliation et la formation ont été définies comme les thèmes dans lesquels nous voulons agir. La mise en œuvre de ces objectifs nécessite des collaboratrices et collaborateurs engagés et compétents au sein du secrétariat. Trois d'entre eux ont pris leur retraite l'année dernière. Avec leur départ, c'est une ère qui prend fin. Je remercie ici chaleureusement Therese Schmid, Bruno Weber-Gobet et Chantal Gagnebin pour leur travail de longue haleine

2021 – viel abgewehrt und viel gestaltet



Gewerkschaften und Personalverbänden wird in letzter Zeit vermehrt vorgeworfen, mit ihrem Engagement nur zu verteidigen, zu verhindern und abzuwehren. Dieser Vorwurf ist mit Blick auf das vergangene Jahr nicht ganz von der Hand zu weisen. Aber – und das ist der zentrale

Punkt – die Abwehr war richtig und wichtig für die Arbeitnehmenden in der Schweiz.

Zweites Jahr mit Corona

Das Corona-Virus hat die Schweiz und Travail.Suisse auch 2021 auf Trab gehalten. Die Zusammenarbeit im Homeoffice und per Videokonferenz wie auch die ständig ändernden Massnahmen erschwerten einen reibungslosen Arbeitsalltag. Travail.Suisse wurde zusammen mit den anderen Sozialpartner-Dachverbänden und den Kantonen zu über 25 Konsultationen eingeladen. Wöchentlich standen wir mit den Behörden in Kontakt, haben die Auswirkungen auf die Arbeitswelt diskutiert und Lösungen gesucht. Covid-Zertifikate und der Umgang mit der Impfung waren neue Herausforderungen. Einerseits haben wir mitgeholfen, die schädlichen Auswirkungen des Virus auf die Gesellschaft abzuschwächen und andererseits mussten die grundlegenden Rechte der Arbeitnehmenden verteidigt werden. Trotz Pandemie war für

uns absolut zentral, dass persönliche Gesundheitsdaten den Arbeitgeber nichts angehen. Travail.Suisse hat dem Bundesrat dafür einen konstruktiven Vorschlag gemacht, der schliesslich übernommen wurde: Die Covid-Zertifikate durften nur für die Umsetzung der Schutzkonzepte verlangt werden und die Testkosten mussten übernommen werden. Die 2020 entwickelten Instrumente für den Erhalt von Arbeitsplätzen und Einkommen haben sich mit der Ausweitung der Kurzarbeit und der EO-Corona erneut bewährt. Ende 2021 war die Arbeitslosenquote auf Vorkrisenniveau.

Jetzt ein soziales Rahmenabkommen

Um es deutlich zu sagen: Travail.Suisse hat Ende Mai nicht gejubelt, als der Bundesrat die Verhandlungen über das Rahmenabkommen mit der Europäischen Union abgebrochen hat. Für uns war immer wichtig, dass der Lohnschutz gesichert werden kann und muss. Mit dem ausgehandelten Rahmenabkommen war das allerdings nicht möglich. Die klare Haltung der Gewerkschaften wurde von gewissen Kreisen als Grund für das Scheitern bezeichnet. Das entspricht aber bei weitem nicht den Tatsachen. Die Probleme beim Lohnschutz wären lösbar gewesen. Doch da war noch die Frage der Unionsbürgerrichtlinie, bei der letztlich die Meinung zwischen der Schweiz und der EU unvereinbar war und den Ausschlag für den Abbruch gab, wie auch alt Staatssekretär Mario Gattiker anlässlich der Travail.Suisse-Delegiertenversammlung im September pointiert darstellte. Für Travail.Suisse ist klar: Es braucht ein Rahmenabkommen – aber ein soziales! Ein Rahmenabkommen, das nicht nur den Unternehmen nützt, sondern auch den Arbeitnehmenden Verbesserungen bringt.

Altersvorsorge – das grosse Thema 2021

Gestartet ins 2021 sind wir mit grosser Freude: Erstmals erhielten die Väter in der Schweiz einen Vaterschaftsurlaub. Als «Vater» des Vaterschaftsurlaubs hat Travail.Suisse die Einführung eng begleitet, auf offene Fragen aufmerksam gemacht und Verbesserungen gefordert. Auch bei der Altersvorsorge haben wir Lösungen präsentiert – 2021 war das Jahr der Altersvorsorge: Sowohl die AHV- wie auch die BVG-Reform wurden vom Parlament behandelt. Unsere Lösungsvorschläge – unter anderem SNB-Gewinne für die AHV zu verwenden – fanden jedoch keine Mehrheit.

Heute müssen wir erneut abwehren. Wir wehren Verschlechterungen bei den AHV-Renten ab, weil gerade Frauen im Alter zu tiefe Renten haben. Ende Jahr war deshalb klar, dass wir das Referendum gegen die AHV21-Reform ergreifen. Bei der BVG-Reform droht ein nächster Scherbenhaufen. Der von uns mitgetragene, konstruktive Vorschlag der Sozialpartner wurde vom Nationalrat zerzaust. Was der Ständerat daraus macht und ob wir Verschlechterungen für Arbeitnehmende schon wieder mit einem Referendum abwehren müssen, wird sich zeigen.

Mit Pensionierungen gingen Ären zu Ende

Der Vorstand hat Anfang 2021 auf Basis des Kongresspapiers strategische Ziele mit Massnahmen verabschiedet. In den vier Schwerpunkten Gute Arbeit, soziale Sicherheit, Vereinbarkeit und Bildung wurden die Themen gesetzt, in denen wir gestalten wollen. Die Umsetzung dieser Ziele braucht engagierte und kompetente Mitarbeitende auf der Geschäftsstelle. Drei davon wurden im letzten Jahr pensioniert. Mit

en faveur de la réalisation de nos objectifs communs. Nous avons pu à nouveau combler les lacunes. Vous en saurez plus en lisant ce rapport annuel.

Ensemble, nous obtenons des résultats

Le partenariat social national n'a pas connu une bonne année 2021. Les attaques contre les syndicats se sont manifestées à plusieurs niveaux, dans l'opinion publique et au Parlement. Travail.Suisse a défendu les intérêts des travailleurs et travailleuses avec

persévérance et de manière constructive au cours de l'année écoulée et continuera à le faire au cours de la nouvelle année. Nous continuerons à faire des propositions et à vivre notre devise de congrès « Façonner un bon travail ». Mais nous combattrons et repousserons avec véhémence les évolutions et décisions négatives. Le présent rapport annuel en témoigne. Je remercie les organisations membres, les membres du comité et les collaborateurs et collaboratrices du secrétariat pour leur travail et leur

soutien. C'est ensemble que l'on pourra le mieux agir et se défendre à l'avenir également !

Adrian Wüthrich,
président de Travail.Suisse/
ancien conseiller national

Organisation et activité

Travail de longue haleine et grand renouvellement à Travail.Suisse

L'année 2021 n'a malheureusement pas commencé mieux que l'année 2020 ne s'est terminée : avec un nombre élevé d'infections, des mesures à nouveau imposées et de nombreuses restrictions. Ainsi, en 2021 également, Travail.Suisse n'a pas pu organiser l'assemblée des délégué-e-s en bonne et due forme en avril en raison des restrictions de réunion. En automne, les assemblées étaient à nouveau possibles, de sorte que les délégué-e-s ont pu se rencontrer physiquement le 1er septembre 2021 à Berne. La crise du coronavirus a bien entendu dominé les débats de l'AD. Les délégué-e-s ont exigé un changement social pour l'après-coronavirus. Pour cela, les délégué-e-s ont adopté le papier de position «Après la crise du coronavirus – en route vers le bien commun».

L'exposé du secrétaire d'Etat Mario Gattiker, directeur du Secrétariat d'Etat aux migrations SEM « Relations CH-UE du point de vue de la migration et de la mobilité » a mis en lumière la protection des salaires. Mario Gattiker a réaffirmé aux délégué-e-s de Travail.Suisse l'importance centrale de la libre circulation des

personnes et donc des mesures d'accompagnement pour la Suisse. Avec des déclarations claires, il a montré que le Conseil fédéral n'avait pas d'autre choix que de rompre les négociations sur l'accord-cadre.

Une partie importante de l'assemblée des délégué-e-s de septembre 2021 était de nature interne : pas moins de trois personnes sont parties à la retraite et ont pris congé à cette occasion. Therese Schmid, qui a commencé à travailler à la CSC – l'organisation qui a donné naissance à Travail.Suisse – le 1er janvier 1994 et qui a pris une retraite bien méritée le 1er juillet 2021. Therese Schmidt a occupé diverses fonctions, mais s'est surtout distinguée comme le cœur et l'âme de Travail.Suisse. Bruno Weber-Gobet est entré en fonction à la CS seulement un an plus tard, le 1er janvier 1995. Passionné de politique de formation et directeur de l'institut de formation ARC, il a lui aussi largement contribué à façonner Travail.Suisse. Chantal Gagnebin a commencé son travail dans l'administration le 1er octobre 2011 et a surtout fait connaître l'institut de formation en Suisse

romande. Elle a également pris sa retraite en 2021.

Réorganisation du secrétariat et bureau exécutif

Les trois départs à la retraite ont entraîné une

rocade et fait apparaître de nombreux nouveaux visages au secrétariat : Lisa Schädel a pris ses fonctions de collaboratrice de la communication le 1er février 2021, Natacha Huguelet est le nouveau renfort romand de l'équipe administrative depuis le 1er septembre 2021 et Linda Rosenkranz a succédé à Therese Schmid à la direction de la communication et de l'administration ainsi qu'à la fonction de directrice adjointe. D'importants changements ont également eu lieu par rapport aux différents dossiers : Anna Storz a repris le poste de responsable de la politique sociale de Thomas Bauer le 1er octobre 2021. Thomas Bauer a en même temps succédé à Gabriel Fischer comme responsable de la politique économique et Gabriel Fischer a suivi les traces de Bruno Weber-Gobet en tant que nouveau

ihnen gingen Ären zu Ende. Ich danke an dieser Stelle Therese Schmid, Bruno Weber-Gobet und Chantal Gagnebin herzlich für ihr langjähriges Wirken für die Umsetzung unserer gemeinsamen Ziele. Wir konnten die Lücken wieder füllen. Mehr dazu in diesem Jahresbericht.

Gemeinsam erreichen wir viel

Die nationale Sozialpartnerschaft hat 2021 kein gutes Jahr erlebt. Angriffe auf die Gewerkschaften

haben sich auf mehreren Ebenen gezeigt, in der Öffentlichkeit und im Parlament. Travail.Suisse ist im vergangenen Jahr beharrlich und konstruktiv für die Interessen der Arbeitnehmenden eingestanden und wird dies auch im neuen Jahr tun. Wir werden weiterhin Vorschläge machen und unser Kongressmotto «Gute Arbeit mitgestalten» leben. Wir werden aber mit Vehemenz negative Entwicklungen und Entschiede bekämpfen und abwehren. Der vorliegende Jahresbericht zeigt dies auf. Ich danke den Mitglieds-

organisationen, wie auch den Mitgliedern des Vorstandes und den Mitarbeitenden der Geschäftsstelle für ihre Arbeit und Unterstützung. Gestalten und abwehren geht auch in Zukunft gemeinsam am besten!

Adrian Wüthrich,
Präsident Travail.Suisse/alt Nationalrat

Organisation und Tätigkeit

Langer Atem und «Wind of Change» bei Travail.Suisse

Das Jahr 2021 startete leider nicht besser, als das Jahr 2020 endete: mit hohen Infektionszahlen, erneut verhängten Massnahmen und vielen Restriktionen. So konnte Travail.Suisse auch 2021 aufgrund der Versammlungsbeschränkungen die Delegiertenversammlung nicht ordnungsgemäss im April durchführen. Im Herbst waren Versammlungen wieder möglich, so dass sich die Delegierten am 1. September 2021 in Bern physisch treffen konnten. Die Corona-Krise dominierte natürlich auch die Debatte an der DV. Die Delegierten forderten einen sozialen Umbruch für die Zeit nach Corona. Dafür wurde das Positionspapier «Nach der Corona-Krise – vorwärts zum Gemeinwohl» von den Delegierten verabschiedet.

Das Referat von Staatssekretär Mario Gattiker, Direktor des Staatssekretariats für Migration SEM, «Beziehungen CH-EU aus Migrations- und Mobilitäts-sicht» rückte den Lohnschutz ins Schlaglicht. Gattiker bekräftigte gegenüber den Delegierten von Travail.Suisse die zentrale Bedeutung der Personenfreizügigkeit und damit der flankierenden Massnahmen für

die Schweiz. Mit klaren Aussagen zeigte er auf, dass der Bundesrat keine andere Wahl hatte, als die Verhandlungen zum Rahmenabkommen abzubrechen.

Ein wichtiger Teil der Delegiertenversammlung vom September 2021 war interner Natur: Gleich drei Personen wurden pensioniert und anlässlich der Delegiertenversammlung verabschiedet. Therese Schmid nahm am 1. Januar 1994 ihre Arbeit beim CNG – dem Vorläufer von Travail.Suisse – auf und trat am 1. Juli 2021 ihre wohlverdiente Pension an. Therese Schmid hatte im Verlauf ihrer Karriere diverse Funktionen inne, zeichnete sich aber insbesondere als Herz und Seele von Travail.Suisse aus. Bruno Weber-Gobet trat seine Stelle bei damaligen CNG nur ein Jahr später – am 1. Januar 1995 – an. Als leidenschaftlicher Bildungspolitiker und Geschäftsführer des Bildungsinstituts ARC hat auch er Travail.Suisse massgeblich mitgestaltet. Chantal Gagnebin hat ihre Arbeit in der Administration am 1. Oktober 2011 begonnen und vor allem das Bildungsinstitut in der Romandie bekannt gemacht. Auch sie wurde 2021 pensioniert.

Neu aufgestellte Geschäftsstelle

Die drei Pensionierungen führten zu einer Rochade und vielen neuen Gesichtern auf der Geschäftsstelle: Lisa Schädel trat am 1. Februar 2021 ihre Stelle als Mitarbeiterin Kommunikation an, Natacha Huguélet ist seit 1. September 2021 die neue Verstärkung aus der Romandie für das Administrations-Team und Linda Rosenkranz hat als Nachfolgerin von Therese Schmid die Leitung Kommunikation und Administration sowie die Funktion als stellvertretende Geschäftsleiterin übernommen. Auch in den Dossiers kam es zu grösseren Neuerungen: Anna Storz übernahm am 1. Oktober 2021 die Stelle als Leiterin Sozialpolitik von Thomas Bauer. Thomas Bauer trat gleichzeitig die Nachfolge von Gabriel Fischer als Leiter Wirtschaftspolitik an und Gabriel Fischer trat in die Fusstapfen von Bruno Weber-Gobet als neuer Leiter Bildungspolitik. Ausserdem konnte mit Daphna Paz eine ideale neue Geschäftsführerin für das Bildungsinstitut ARC angestellt werden.

responsable de la politique de formation. En outre, Daphna Paz, une nouvelle directrice idéale, a pu être engagée pour l'Institut de formation ARC.

La direction est désormais composée comme suit : Adrian Wüthrich (président et directeur), Thomas Bauer (responsable de la politique économique), Valérie Borioli Sandoz (responsable de la politique de conciliation), Gabriel Fischer (responsable de la politique de formation), Linda Rosenkranz (responsable de la communication et de l'administration, directrice adjointe), Anna Storz (responsable de la politique sociale) et Denis Torche (responsable de la politique énergétique et environnementale, politique fiscale et financière, politique extérieure). Sur le plan administratif et de la communication, la direction est soutenue par Lisa Schädel (collaboratrice communication), Analena Kettner et Natacha Huguelet, qui a succédé à Chantal Gagnebin.

Réunions virtuelles du comité

Après avoir accumulé de nombreuses expériences avec les réunions virtuelles l'année précédente, une certaine routine s'est fait sentir en 2021 :

Après avoir accumulé de nombreuses

de nombreux thèmes de fond importants ont dû être discutés lors de réunions virtuelles du comité. C'est notamment le cas des développements autour de la révision de la prévoyance vieillesse. Après le rejet de justesse du projet Prévoyance vieillesse 2020 par le peuple, l'AVS a été confiée au Parlement et la LPP aux partenaires sociaux nationaux pour trouver une solution. Dans le cadre des discussions des partenaires sociaux, un compromis a pu être élaboré – un compromis bien pensé et équilibré, dont les travailleurs et travailleuses peuvent profiter. En janvier 2021, le compromis des partenaires sociaux (LPP21) a été présenté à la commission à l'occasion d'un hearing et a malheureusement été ensuite réduit à presque rien dans le processus parlementaire. Le projet de révision du premier pilier – AVS21 – a lui aussi été réduit par le Parlement à un projet inacceptable pour les travailleurs et travailleuses – c'est pourquoi le référendum contre AVS21 sera soumis au vote en 2022.

A cela se sont ajoutés de nombreux autres thèmes importants, comme l'accord-cadre institutionnel, dont le Conseil fédéral a dû déclarer l'échec avant les vacances d'été. Les conséquences de cet

abandon des négociations ont été et sont toujours perceptibles à différents niveaux. En automne 2021 a en outre eu lieu la deuxième session des femmes, à laquelle Travail.Suisse a participé avec quatre représentantes plus la vice-présidente Léonore Porchet.

L'année dernière, la retraite de deux jours du comité a eu lieu virtuellement les 1^{er} et 2 février. L'accent a été mis sur l'adoption de la nouvelle stratégie de Travail.Suisse. Le comité a en outre décidé des mots d'ordre concernant les objets soumis au vote au niveau fédéral.



Adrian Wüthrich, président

Adrian Wüthrich, Präsident



*Gabriel Fischer,
responsable politique
de formation*

*Gabriel Fischer,
Leiter Bildungspolitik*



*Thomas Bauer,
responsable politique
économique*

*Thomas Bauer,
Leiter Wirtschaftspolitik*

Neu setzt sich die Geschäftsleitung wie folgt zusammen: Adrian Wüthrich (Präsident und Geschäftsleiter), Thomas Bauer (Leiter Wirtschaftspolitik), Valérie Borioli Sandoz (Leiterin Vereinbarkeitspolitik), Gabriel Fischer (Leiter Bildungspolitik), Linda Rosenkranz (Leiterin Kommunikation und Administration, stv. Geschäftsleiterin), Anna Storz (Leiterin Sozialpolitik) und Denis Torche (Leiter Energie- und Umweltpolitik, Steuer- und Finanzpolitik, Aussenpolitik). Administrativ und kommunikativ wird die Geschäftsleitung von Lisa Schädel (Mitarbeiterin Kommunikation), Analena Kettner und Natacha Huguelet (Mitarbeiterinnen Admin).

Virtuelle Vorstandssitzungen

Nachdem im Vorjahr bereits viele Erfahrungen mit virtuellen Sitzungen gesammelt wurden, machte sich 2021 eine gewisse Routine bemerkbar: Viele gewichtige inhaltliche Themen mussten an virtuellen Vorstandssitzungen diskutiert werden, so etwa die Entwicklungen rund um die Revision der Altersvorsorge. Nachdem die Vorlage AV2020 bei der Stimmbevölkerung knapp durchfiel, wurde die

AHV dem Parlament und das BVG den nationalen Sozialpartnern zur Lösungsfindung übergeben. Im Rahmen der Diskussionen der Sozialpartner konnte ein Kompromiss ausgearbeitet werden – ein gut durchdachter, ausgewogener Kompromiss, von dem die Arbeitnehmenden profitieren können. Im Januar 2021 wurde der Sozialpartnerkompromiss (BVG21) der Kommission anlässlich eines Hearings präsentiert und leider danach im parlamentarischen Prozess beinahe bis zur Unkenntlichkeit zurückgestutzt. Auch die Revisionsvorlage für die erste Säule – AHV21 – wurde vom Parlament auf eine für die Arbeitnehmenden inakzeptable Vorlage zusammengedampft – 2022 wird deshalb über das Referendum gegen AHV21 abgestimmt.

Dazu kamen andere zentrale Themen, wie etwa das institutionelle Rahmenabkommen, das vor den Sommerferien vom Bundesrat als gescheitert erklärt werden musste. Die Auswirkungen dieses Verhandlungsabbruches waren und sind nach wie vor auf verschiedenen Ebenen spürbar. Im Herbst 2021 fand ausserdem die zweite Frauensession statt, an der Travail.Suisse mit drei Vertreterinnen plus Vize-Präsi-

dentin Léonore Porchet vertreten war.

Die zweitägige Klausursitzung des Vorstandes fand im vergangenen Jahr virtuell am 1. und 2. Februar statt. Schwerpunkt war die Verabschiedung der neuen Strategie von Travail.Suisse.



*Valérie Borioli Sandoz,
Leiterin Vereinbarkeitspolitik*

*Valérie Borioli Sandoz,
responsable politique
de conciliation*



*Daphna Paz,
Geschäftsleiterin
Bildungsinstitut ARC*

*Daphna Paz,
directrice institut de
formation ARC*



*Lisa Schädel,
Mitarbeiterin Kommunikation*

*Lisa Schädel,
collaboratrice en
communication*

**En 2021, le Comité de Travail.Suisse
était composé des membres suivants :**

Travail.Suisse

Adrian Wüthrich (président)
Léonore Porchet (vice-présidente)

syna

Arno Kerst (vice-président)
Carlo Mathieu
Véronique Rebetez
Mathias Regotz
(jusqu'en septembre 2021)
Anouk Zulauf
(jusqu'en décembre 2021)

organizzazione
cristiano-sociale
svizzera **Ost**

Xavier Daniel
Renato Ricciardi

HOTEL & GASTRO
UNION
1886

Esther Lüscher
Urs Masshardt

transfar

Tanja Brülisauer
Matthias Humbel

SCIV

Carole Furrer
Bernard Tissières

AV
Angestellte ABB
Mitglied von Angestellte Schweiz

Alexander Bélaz

**fh
ch**

Franz Baumberger

FPE

Adrian Reusser

Jeunesse.Suisse

Roman Helfer

Paul Rutz
(associations cantonales)

Michel Pillonel
(commission des retraités)

Franziska Theiler, directrice de l'œuvre d'entraide Brücke·Le pont, et la nouvelle directrice de l'institut de formation ARC, Daphna Paz, ont également été invitées aux réunions du comité (toutes deux sans droit de vote). En 2021, dix réunions du comité ont eu lieu.



*Linda Rosenkranz,
responsable de la
communication et
administration*

*Linda Rosenkranz,
Leiterin Kommunikation
und Administration*



*Denis Torche,
responsable politique
extérieure, politique fiscale et
politique environnementale*

*Denis Torche, Leiter Umwelt-,
Steuer- und Aussenpolitik*



*Anna Storz,
responsable politique sociale*

*Anna Storz,
Leiterin Sozialpolitik*

Der Vorstand von Travail.Suisse setzte sich 2021 aus folgenden Mitgliedern zusammen:

Travail.Suisse

Adrian Wüthrich (Präsident)
Léonore Porchet (Vizepräsidentin)



Arno Kerst (Vizepräsident)
Carlo Mathieu
Véronique Rebetez
Mathias Regotz (bis September 2021)
Anouk Zulauf (bis Dezember 2021)



Xavier Daniel
Renato Ricciardi



Esther Lüscher
Urs Masshardt



Tanja Brülisauer
Matthias Humbel



Carole Furrer
Bernard Tissières



Alexander Bélaz



Franz Baumberger



Adrian Reusser

Jeunesse.Suisse

Roman Helfer

Paul Rutz
(kantonale Vereinigungen)

Michel Pillonel
(Rentnerkommission)

An die Zusammenkünfte des Vorstands wurden jeweils auch Franziska Theiler, Geschäftsleiterin des Hilfswerks Brücke · Le pont, und die neue Geschäftsleiterin des Bildungsinstitutes ARC, Daphna Paz, eingeladen (beide ohne Stimmrecht). 2021 fanden zehn Vorstandssitzungen statt.



Natacha Huguelet,
Administration



Analena Kettner,
Administration

La pandémie de Covid-19 continue de dominer

En 2021, la pandémie de Covid-19 a également fortement dominé l'environnement économique. Une fermeture partielle au début de l'année a rendu la question du soutien et de la garantie du revenu des salarié-e-s à nouveau cruciale. Avec le doublement des aides pour cas de rigueur, la prise en charge des coûts dans l'assurance-chômage et la prolongation des indemnités journalières pour les chômeurs, des mesures importantes ont pu être prises pour protéger les salarié-e-s. Avec la vaccination, la situation économique de départ s'est aussi nettement améliorée au cours de l'année. Dans ce contexte, la participation des salarié-e-s à la reprise économique est devenue centrale. La conférence de presse commune de Travail.Suisse et des fédérations affiliées sur les revendications salariales l'a bien mis en avant.

Stress et insécurité de l'emploi sur le marché du travail

Suisse, on a ainsi publié un document de position et des conseils pratiques sur les stages. Les résultats du « Baromètre Conditions de travail » ont montré que le stress est à son plus haut niveau. Le rejet par les Chambres fédérales d'une motion pour un monitoring étendu du stress a suscité notre déception – on ne prend toujours pas suffisamment au sérieux la menace que le stress et les risques psychosociaux font peser sur la santé des travailleurs et travailleuses. En outre, le baromètre a montré que plus la pandémie durait, plus les aspects négatifs du télé-

La pandémie a plutôt renforcé l'emploi précaire sur le marché du travail. En collaboration avec Jeunesse.

travail apparaissent et que les femmes comptaient généralement parmi les perdants de la pandémie. La conférence de presse sur le « Baromètre Conditions de travail » a de nouveau suscité une grande attention médiatique.

La discrimination salariale continue d'augmenter – Le projet RESPECT8-3.CH est sur la bonne voie

Les chiffres publiés en 2021 par l'Office fédéral de la statistique (OFS) montrent pour les dernières années une nouvelle augmentation de la discrimination salariale entre les sexes. Un an après l'entrée en vigueur de la loi révisée sur l'égalité, Travail.Suisse a une nouvelle fois souligné que cette loi est un tigre édenté et qu'elle maintient ainsi le rythme de l'escargot dans l'objectif d'atteindre l'égalité salariale. Il est scandaleux que, même 40 ans après l'ancrage du principe dans la Constitution fédérale, l'exigence de mesures plus efficaces dans la lutte contre la discrimination salariale ne soit pas capable de réunir une majorité politique. Le projet RESPECT8-3.CH, qui a permis dans un premier temps de créer une liste blanche d'entreprises souhaitant se positionner comme pionnières en matière d'égalité salariale, est en revanche sur les rails. D'ici fin 2021, plus de 90 entreprises ont été convaincues de rendre transparent leur engagement en faveur de l'égalité salariale. Les travaux en vue d'une future liste noire pour les entreprises qui se moquent de l'égalité salariale avancent.

La rupture des négociations sur l'accord-cadre, la seule étape possible

Le Conseil fédéral a annoncé en 2021 la rupture des négociations sur un accord-cadre institutionnel avec l'Union européenne. Il a ainsi mis fin à un processus de plusieurs années marqué par des erreurs et une mauvaise appréciation. Ce faisant, il a enfin écarté le danger d'un démantèlement des mesures d'accompagnement et d'une augmentation du dumping sur les salaires et les conditions de travail. Pour Travail.Suisse, il était essentiel que cette rupture soit suivie d'une désescalade et non d'une confrontation dans les relations entre la Suisse et l'UE. Le pilier social renforcé dans l'UE, avec l'amélioration des droits et des conditions de vie des travailleurs et travailleuses, doit également être intégré dans les futures relations bilatérales.

Le Conseil fédéral a annoncé en 2021 la rupture des négociations sur un accord-cadre institutionnel avec

Le 1^{er} novembre 2021, Thomas Bauer a repris le dossier Bonnes conditions de travail/Politique économique. Thomas Bauer est à Travail.Suisse depuis 2019 et était jusqu'à présent responsable du dossier Politique sociale. L'ancien responsable du dossier Bonnes conditions de travail/Politique économique, Gabriel Fischer, a repris le dossier Politique de formation libérée par le départ à la retraite de Bruno Weber-Gobet.

Covid-19-Pandemie dominiert weiter

Auch 2021 dominierte die Covid-19-Pandemie das wirtschaftliche Umfeld stark. Ein Teil-Lockdown zu Beginn des Jahres hat die Frage der Unterstützung und Einkommenssicherung bei den Arbeitnehmenden erneut virulent werden lassen. Mit der Verdoppelung der Härtefallgelder, der Übernahme der Kosten in der Arbeitslosenversicherung und der Ausdehnung der Taggelder für Arbeitslose konnten wichtige Massnahmen zur Absicherung der Arbeitnehmenden erreicht werden. Mit der Impfung hat sich auch die wirtschaftliche Ausgangslage im Laufe des Jahres deutlich verbessert – die Beteiligung der Arbeitnehmenden an der wirtschaftlichen Erholung trat ins Zentrum und wurde an der gemeinsamen Medienkonferenz von Travail.Suisse und seinen Verbänden zum Thema Lohnforderungen publik gemacht.

Stress und unsichere Beschäftigung auf dem Arbeitsmarkt

Die Pandemie hat unsichere Beschäftigung auf dem Arbeitsmarkt eher verstärkt. In Zusammenarbeit mit Jeunesse.Suisse ist daher ein Positionspapier und eine Checkliste zum Thema Praktika herausgegeben worden. Die Ergebnisse des «Barometer Gute Arbeit» haben gezeigt, dass sich Stress auf einem Allzeithoch befindet. Enttäuschend war die Ablehnung einer Motion für ein ausgebautes Stressmonitoring in den Räten – noch immer wird die Bedrohung der Gesundheit der Arbeitnehmenden durch Stress und psychosoziale Risiken nicht genügend ernst genommen. Weiter hat der Barometer gezeigt, dass die negativen

Aspekte des Homeoffice, je länger die Pandemie dauerte, desto ausgeprägter zum Vorschein kommen und dass die Frauen generell zu den Verliererinnen der Pandemie zählen. Die Medienkonferenz zum «Barometer Gute Arbeit» hat erneut grosse mediale Aufmerksamkeit ausgelöst.

Lohndiskriminierung nimmt weiterhin zu – Projekt RESPECT8-3.CH auf Kurs

(BfS) zeigen für die vergangenen Jahre eine weitere Zunahme der Lohndiskriminierung zwischen den Geschlechtern. Ein Jahr nach Inkrafttreten des revidierten Gleichstellungsgesetzes hat Travail.Suisse erneut darauf hingewiesen, dass dieses Gesetz ein zahnloser Papiertiger ist und am Schneckentempo beim Ziel der Erreichung der Lohngleichheit nichts ändert. Es ist ein Skandal, dass auch 40 Jahre nach der Verankerung des Prinzips der Lohngleichheit in der Bundesverfassung die Forderung nach griffigeren Massnahmen bei der Bekämpfung der Lohndiskriminierung politisch nicht mehrheitsfähig ist. Das Projekt RESPECT8-3.CH, mit dem im ersten Schritt eine weisse Liste für Unternehmen, die sich als Vorreiter der Lohngleichheit positionieren wollen, geschaffen wurde, ist hingegen auf Kurs. Bis Ende 2021 konnten über 90 Unternehmen gewonnen werden, die ihr Engagement für Lohngleichheit transparent machen. Die Arbeiten für eine zukünftige schwarze Liste für Unternehmen, die sich um die Lohngleichheit füttern, schreiten voran.

Die 2021 veröffentlichten Zahlen des Bundesamtes für Statistik

Abbruch der Verhandlungen zum InstA als einziger richtiger Schritt

Der Bundesrat hat 2021 den Abbruch der Verhandlungen zu einem institutionellen Rahmenabkommen mit der Europäischen Union bekannt gegeben. Damit hat er einen jahrelangen Prozess voller Fehler und Fehleinschätzungen beendet und so die Gefahr für einen Abbau bei den flankierenden Massnahmen und einer Zunahme des Dumpings bei den Löhnen und Arbeitsbedingungen endlich aus der Welt geschafft. Für Travail.Suisse war zentral, dass im Anschluss an diesen Abbruch deeskalierend und nicht konfrontativ auf die Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU eingewirkt wird. In den zukünftigen bilateralen Beziehungen soll auch die in der EU gestärkte soziale Säule mit gestärkten Arbeitnehmerrechten und Lebensbedingungen integriert werden.

Per 1. November 2021 hat Thomas Bauer das Dossier Gute Arbeit / Wirtschaftspolitik übernommen. Thomas Bauer ist seit 2019 bei Travail.Suisse und war bisher verantwortlich für das Dossier Sozialpolitik. Der bisherige Dossierverantwortliche Gute Arbeit / Wirtschaftspolitik, Gabriel Fischer, hat das durch die Pensionierung von Bruno Weber-Gobet freiwerdende Dossier Bildungspolitik übernommen.

**Temps parental:
larges discussions
sans résultat**

Après plusieurs mois de discussions débutés en 2019 sous la conduite de Pro Familia Suisse et de Pro Juventute, la large coalition informelle d'associations et de groupes politiques a mis fin à ses travaux en juin 2021. Les positions se sont cristallisées en deux camps irréconciliables. Il a été impossible de trouver un compromis satisfaisant toutes les parties et de se concentrer sur une formulation très générale d'un texte d'initiative populaire, comme Travail.Suisse le proposait. La discussion s'est achopée sur le modèle de temps parental, sa durée et des détails d'organisation et de répartition entre parents.

Le Comité de Travail.Suisse a décidé de ne pas prendre la conduite d'une nouvelle initiative populaire sur la question. Il se joindra volontiers à un projet emmené par d'autres organisations pour autant que le projet soit conforme à ses valeurs et à sa stratégie.

**Session des
femmes au Parlement**

Vingt ans après la première Session des femmes, une seconde édition 2021 organisée par la faïtière alliance f s'est déroulée du 29 au 30 octobre au Palais fédéral à Berne. Des élections ont été organisées dans toutes la Suisse pour représenter les femmes: au total 246 femmes ont représenté 7 régions. Trois femmes issues des rangs de Travail.Suisse ont été élues: Linda Rosenkranz (Moyen-pays, Travail.Suisse), Elisabeth Gisler (Suisse centrale, Travail.Suisse) et Davina Fitas (Tessin, OCST). La vice-présidente de Travail.Suisse, Léonore Porchet, a présidé la Commission pour la santé sexuelle et la médecine axée sur le genre.

Durant l'été, la session a été préparée en amont par le travail de huit commissions consacrées à des

thèmes choisis. Valérie Borioli Sandoz, responsable de la politique de l'égalité, est intervenue comme experte au sein de la Commission pour la numérisation. La Session des femmes a débouché sur 23 revendications adressées au Parlement.

**Le statut des proches
aidants au programme
du premier Colloque
de la CIPA**

Le 1^{er} juin 2021 s'est tenu le premier colloque de la Communauté d'intérêts Proches aidants CIPA, l'organisation faïtière co-crée par Travail.Suisse, la Croix-Rouge Suisse, Pro Infirmis, Pro Senectute et la Ligue contre le cancer. Plusieurs experts suisses et étrangers sont intervenus et ont montré quelques pistes et solutions possibles pour définir un véritable statut de proche aidant. En Suisse, le constat est largement partagé sur la nouvelle loi destinée à soulager les proches aidants, entrée en vigueur en deux étapes en 2021: elle ne va pas assez loin car elle n'aborde que l'angle professionnel et économique de la thématique et ne permet pas de parler de véritable reconnaissance juridique des proches aidants.

Les membres de la CIPA ont adopté une résolution adressée au Conseil fédéral qui lui demande de mettre en route les travaux pour définir, avec les associations concernées, un statut de proche aidant au niveau national.

Lors de la session d'hiver au Parlement, la Conseillère aux Etats Marianne Maret a repris le flambeau et déposé une motion qui demande la même chose.

Dépôt de la pétition « Pas de réduction du congé maternité » à la Banque cantonale de Schaffhouse.

Einreichung der Petition «Keine Kürzung des Mutterschaftsurlaubs» bei der Schaffhauser Kantonalbank.

**Gérer le deuil au travail –
Une nouvelle brochure
en vue**

Quand un décès survient dans l'entourage direct d'un travailleur ou d'une travailleuse, cela a des répercussions concrètes et immédiates sur le lieu de travail. La recherche a démontré que les employeurs et leurs cadres étaient démunis par rapport à la meilleure façon de réagir et d'accompagner la personne concernée ainsi que son équipe.

Sous la conduite du Pr. Marc-Antoine Berthod de la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL), Travail.Suisse a participé à l'élaboration d'une nouvelle brochure consacrée au deuil dans la sphère du travail. Le groupe de travail a réuni divers milieux intéressés (Fédération des entreprises romandes, HR Vaud, Swiss Leaders, SECO).

Ce thème s'inscrit dans le prolongement du site développé par Travail.Suisse consacré à la conciliation du travail de care et de l'activité professionnelle, www.info-workcare.ch. La parution de la brochure en français est prévue en juin 2022, et les versions allemande, italienne et anglaise à l'automne.



Elternzeit: Umfangreiche Diskussionen – leider ohne Ergebnis

Nach monatelangen Diskussionen zum Thema Elternzeit, die 2019 unter der Leitung von Pro Familia und Pro Juventute begonnen hatten, beendete die breite informelle Koalition aus Verbänden und politischen Gruppierungen im Juni 2021 ihre Arbeit. Es hatten sich zwei Lager mit unversöhnlichen Positionen herauskristallisiert, was die Findung eines Kompromisses verunmöglichte. Auch der Vorschlag von Travail.Suisse für eine sehr allgemeine Formulierung eines Initiativtextes wurde verworfen. Es konnte kein Konsens gefunden werden in Bezug auf das Elternzeitmodell, die Dauer der Elternzeit, ihre Aufteilung zwischen den Elternteilen und verschiedene organisatorische Details. Der Vorstand von Travail.Suisse hat entschieden, nicht die Federführung für die Lancierung einer neuen Volksinitiative zum Thema Elternzeit zu übernehmen. Einem entsprechenden Projekt unter Leitung einer anderen Organisation wird sich Travail.Suisse anschliessen, sofern dieses seinen Werten und seiner Strategie entspricht.

Frauensession

Zwanzig Jahre nach ihrer ersten Durchführung fand vom 29. bis 30. Oktober im Bundeshaus die zweite Frauensession statt, organisiert vom Dachverband alliance f. In der ganzen Schweiz wurden Wahlen abgehalten, um insgesamt 246 Frauen aus 7 Regionen zu wählen, darunter auch drei Frauen aus den Reihen von Travail.Suisse: Linda Rosenkranz (Mittelland, Travail.Suisse), Elisabeth Gisler (Zentralschweiz, Travail.Suisse) und Davina Fitas (Tessin, OCST). Die Vizepräsidentin von Travail.Suisse, Léonore Porchet, präsidierte die Kommission für Sexuelle Gesundheit und Gender-Medizin.

Während des Sommers wurde die Session durch

die Arbeit von acht Kommissionen vorbereitet, die sich ausgewählten Themen widmeten. Valérie Borioli Sandoz, Leiterin Vereinbarkeitspolitik, wurde als Expertin für die Kommission für Digitalisierung hinzugezogen. Aus der Frauensession resultierten 23 an das Parlament adressierte Petitionen.

Status der pflegenden Angehörigen – erste Tagung der IGAB

Am 1. Juni 2021 fand die erste Tagung der Interessengemeinschaft Angehörigenbetreuung IGAB statt, der von Travail.Suisse, dem Schweizerischen Roten Kreuz, Pro Infirmis, Pro Senectute und der Krebsliga mitgegründeten Dachorganisation. Mehrere Expertinnen und Experten aus der Schweiz und dem Ausland zeigten mögliche Wege und Lösungen auf, um einen echten Status für pflegende Angehörige zu definieren. In der Schweiz herrscht weitgehend Einigkeit in Bezug auf das neue Gesetz zur Entlastung pflegender Angehöriger, das 2021 in zwei Etappen in Kraft getreten ist: Es geht nicht weit genug, denn es beschränkt sich nur auf die beruflichen und wirtschaftlichen Aspekte der Thematik, deshalb kann auch nicht von einer echten rechtlichen Anerkennung der pflegenden Angehörigen gesprochen werden. In einer Resolution an den Bundesrat forderten die Mitglieder der IGAB, gemeinsam mit den betroffenen Verbänden einen Status für pflegende Angehörige auf nationaler Ebene zu definieren. Während der Wintersession griff Ständerätin Marianne Maret das Thema auf und reichte eine Motion mit gleichlautender Forderung ein.

Umgang mit Trauer am Arbeitsplatz – neue Broschüre geplant

Wenn ein Todesfall im nahen Umfeld von Arbeitnehmenden eintritt, hat dies konkrete und unmittelbare Auswirkungen auf deren Arbeitsum-



Frauensession 2021: Zwanzig Jahre nach ihrer ersten Durchführung fand im Oktober 2021 die zweite Frauensession mit 246 gewählten Frauen aus der ganzen Schweiz im Bundeshaus statt.

Session des femmes 2021 : vingt ans après sa première édition, la deuxième session des femmes a eu lieu en octobre 2021 au Palais fédéral avec 246 femmes élues de toute la Suisse.

feld. Die Forschung zeigt, dass Arbeitgebende oft nicht wissen, wie sie reagieren sollen und die betroffene Person und ihr Team unterstützen können. Unter der Leitung von Prof. Marc-Antoine Berthod von der Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL) beteiligte sich Travail.Suisse an der Ausarbeitung einer neuen Broschüre zum Thema Trauer am Arbeitsplatz. In der Arbeitsgruppe waren verschiedene interessierte Kreise vertreten (Fédération des Entreprises Romandes, HR Vaud, Swiss Leaders, SECO).

Das Thema knüpft an die von Travail.Suisse entwickelte Website zur Vereinbarkeit von Care-Arbeit und Berufstätigkeit www.info-workcare.ch an. Die französische Version der Broschüre wird voraussichtlich im Juni 2022 erscheinen, die deutsche, italienische und englische Version folgen im Herbst 2022.

Le 1^{er} janvier 2021 a été un jour de joie particulier : depuis ce jour, tous les nouveaux pères en Suisse ont deux semaines de congé paternité – et ce uniquement grâce à Travail.Suisse. Alors que, d'une part, les très jeunes avec leurs pères étaient au centre de l'attention en début d'année, l'année 2021 a d'autre part été marquée par les débats sur l'avenir de la prévoyance vieillesse.

Le compromis des partenaires sociaux (LPP21) confronté à de gros obstacles

Le Conseil fédéral avait chargé les organisations faïtières des partenaires sociaux d'élaborer un compromis pour la réforme de la prévoyance professionnelle. Ce «compromis des partenaires sociaux» ou LPP21 de l'Union patronale suisse, de l'Union syndicale suisse et de Travail.Suisse a été présenté au public en 2020 déjà. En 2021, il devait être ancré au Parlement. Les organisations faïtières impliquées ont dû relever le défi de coordonner le lobbying dans des circonstances difficiles (coronavirus). Le compromis a été présenté aux journalistes à l'occasion d'une conférence de presse commune. Il s'en est suivi une participation commune au hearing de la commission du Conseil national. Malheureusement, le Conseil national n'a pas suivi le compromis. Il a approuvé un véritable projet de démantèlement avec des baisses de rentes importantes, peu d'améliorations pour les femmes et aucune composante solidaire. Le Conseil des Etats se penchera sur le compromis dans le courant de l'année 2022.

AVS21 : le peuple décidera

Travail.Suisse s'engage depuis longtemps pour un financement alternatif de l'AVS et contre une aug-

mentation de l'âge de la retraite des femmes sans compensation solide. Le Conseil fédéral poursuivait des objectifs similaires avec le projet AVS21 : le relèvement de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans avec une compensation pour la génération de transition, la flexibilisation de l'âge de la retraite et le financement à long terme de l'AVS par la TVA – tels étaient les piliers centraux du projet de réforme. Mais sur ces trois points, le Parlement est resté bien en deçà d'un projet défendable. C'est pourquoi Travail.Suisse a organisé, en collaboration avec l'Union syndicale suisse, une manifestation le 18 septembre 2021 contre les réductions de rentes proposées. La participation a été impressionnante avec 15000 personnes. Malgré cela, une majorité de centre-droit s'est prononcée pour une compensation modeste de la génération de transition, contre un financement à long terme de l'AVS et contre de meilleures possibilités d'une retraite flexible. Travail.Suisse a donc décidé, avec une large alliance, de lancer un référendum contre cette mesure. Aujourd'hui déjà, une prochaine réforme est en préparation au Parlement. Son objectif : l'augmentation de l'âge de la retraite pour tous.

Après 10 ans d'engagement: le congé paternité devient réalité

Le 1^{er} janvier 2021, le congé paternité de deux semaines est enfin devenu réalité en Suisse. Mais il a toujours été question de pères empêchés de prendre ce congé. C'est pourquoi Travail.Suisse a lancé un projet de suivi afin de permettre à chaque père en Suisse de le prendre effectivement. Suite à ces problèmes de mise en œuvre, plusieurs interventions ont été déposées au Parlement afin d'améliorer la protection des personnes concernées. Afin de clarifier le rapport entre les conventions collectives





«Hände weg von unseren Renten»: Demo in Bern am 18. September gegen die AHV-Reform mit starker Beteiligung der Travail.Suisse-Verbände.

«Pas touche à nos rentes»: Manifestation à Berne le 18 septembre contre la réforme de l'AVS avec une forte participation des fédérations de Travail.Suisse.

Soziale Sicherheit / Sozialpolitik

Der 1. Januar 2021 war ein spezieller Freudentag: Seit diesem Tag haben alle frischgebackenen Väter in der Schweiz zwei Wochen Vaterschaftsurlaub – und dies dank Travail.Suisse. Während einerseits die ganz Jungen mit ihren Vätern zum Jahresstart im Fokus standen, war das Jahr 2021 andererseits geprägt von den Debatten über die Zukunft der Altersvorsorge.

Sozialpartnerkompromiss (BVG21) vor grossen Hürden

Der Bundesrat hatte die Dachverbände der Sozialpartner beauftragt, für die Reform der beruflichen Vorsorge einen Kompromiss zu erarbeiten. Dieser «Sozialpartnerkompromiss», oder auch BVG21, von Arbeitgeberverband, Gewerkschaftsbund und Travail.Suisse wurde der Öffentlichkeit bereits 2020 präsentiert. 2021 wurde er im Parlament debattiert. Die beteiligten Dachverbände standen vor der Herausforderung, das Lobbying unter schwierigen Umständen (Corona) zu koordinieren. Anlässlich einer gemeinsamen Medienkonferenz wurde der Kompromiss den Medienschaffenden vorgestellt. Es folgte die gemeinsame Teilnahme am Hearing der Nationalratskommission. Doch leider folgte der Nationalrat dem Kompromiss nicht. Er befürwortete eine eigentliche Abbau-Vorlage mit weitgehenden Rentensenkungen, wenig Verbesserungen für Frauen und ohne solidarische Komponente. Der Ständerat wird sich im Verlauf des Jahres 2022 über den Kompromiss beugen.

AHV21: Das Volk wird entscheiden

Seit längerem setzt sich Travail.Suisse für eine alternative Finanzierung der AHV und gegen eine Erhöhung des Frauenrentenal-

ters ohne solide Kompensation ein. Der Bundesrat verfolgte mit der Vorlage AHV21 ähnliche Ziele: die Erhöhung des Frauenrentenalters auf 65 mit einer Kompensation der Übergangsgeneration, Flexibilisierung des Renteneintritts und längerfristige Finanzierung der AHV über die Mehrwertsteuer – so lauteten die zentralen Eckpfeiler des bundesrätlichen Reformvorhabens. Doch das Parlament blieb in allen drei Punkten wesentlich hinter einer vertretbaren Vorlage zurück. Deshalb organisierte Travail.Suisse zusammen mit dem Gewerkschaftsbund am 18. September 2021 eine Demonstration gegen die vorgeschlagenen Rentenkürzungen. Die Beteiligung war mit gut 15 000 Personen beeindruckend. Trotzdem entschied sich eine Mitte-Rechts-Mehrheit im Parlament für eine bescheidene Kompensation der Übergangsgeneration, gegen eine langfristige Finanzierung der AHV und gegen bessere Möglichkeiten eines flexiblen Rentenbezugs. Travail.Suisse hat sich deshalb entschieden, gemeinsam mit einem breiten Bündnis das Referendum gegen diese Abbauvorlage zu ergreifen. Bereits heute ist im Parlament eine nächste Reform aufgegleist. Ihr Ziel: Die Rentenaltererhöhung für alle.

Nach 10 Jahren Einsatz wird Vaterschaftsurlaub endlich Realität

Am 1. Januar 2021 wurde der zweiwöchige Vaterschaftsurlaub in der Schweiz endlich Realität. Doch immer wieder war die Rede von Vätern, die am Bezug dieses Urlaubs gehindert wurden. Deshalb startete Travail.Suisse ein Nachfolgeprojekt, um jedem Vater in der Schweiz den Bezug auch effektiv zu ermöglichen. Ebenfalls als Folge dieser Umsetzungsprobleme wurden im Parlament mehrere Vorstösse eingereicht, um den Schutz der Betroffenen

de travail et le congé de paternité légal, Travail.Suisse a commandé au professeur Geiser un avis de droit qui a été présenté en avril lors d'une conférence de presse. En automne, Travail.Suisse a pu présenter un premier monitoring de la situation actuelle: Il a montré de grandes différences dans la durée du congé de paternité dans les entreprises, ainsi qu'une approche hétérogène de la solution légale. En outre, lorsque la banque cantonale de Schaffhouse a annoncé qu'elle voulait réduire le congé maternité en raison de l'introduction du congé paternité, Travail.Suisse est intervenu directement sur place et a remis au CEO de la banque une pétition avec plus de 7000 signatures. Cela a permis d'éviter un précédent, à savoir de jouer les femmes contre les hommes.

Les employé-e-s des plateformes méritent la protection des syndicats

La fin de l'année sera également marquée par le thème des employé-e-s des plateformes. Travail.Suisse a eu l'occasion de se présenter à l'audition de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats (CSSS-E). Selon la proposition de Travail.Suisse, les travailleurs et travailleuses des plateformes devraient être considérés comme des salarié-e-s et non comme des indépendants. L'employeur serait ainsi tenu de payer normalement ses cotisations aux assurances sociales et ne pourrait pas offrir des services plus avantageux en contournant les dispositions lé-

gales. La commission ne soutient malheureusement pas ces propositions.

Le 1^{er} octobre 2021, Anna Storz a repris le dossier Sécurité sociale. L'ancien responsable du dossier, Thomas Bauer, a repris le dossier Bonnes conditions de travail de Gabriel Fischer, qui a repris le dossier Politique de la formation, suite au départ à la retraite de Bruno Weber-Gobet.

Politique de la formation

Mise en place d'une conférence tripartite sur la formation professionnelle

La conférence tripartite de la formation professionnelle (CTFP) est en fonction depuis le 1^{er} janvier 2021. Sa tâche principale est de développer la formation professionnelle de manière à ce qu'elle reste un modèle de réussite. Travail.Suisse est également membre de la CTFP, un organe de pilotage de la formation professionnelle composé de sept membres. Au cours de cette première année, Travail.Suisse s'est surtout engagé pour un meilleur positionnement des écoles supérieures dans le système de formation, pour un renforcement de l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière, et pour une réforme de la formation professionnelle générale ainsi que pour un engagement en faveur du processus de

choix professionnel et de l'occupation des places d'apprentissage le plus tôt possible.

Forum de dialogue des employé-e-s réalisé

L'une des tâches de la CTFP est d'organiser des forums de dialogue avec les acteurs de la formation professionnelle. Travail.Suisse est responsable, avec l'Union syndicale suisse (USS), du forum de dialogue des employé-e-s. Lors d'une séance d'une demi-journée, les propositions des organisations dans le domaine de la formation professionnelle des personnes handicapées et des migrant-e-s ont notamment été discutées et adoptées par vidéoconférence.

Groupe de travail « Personnes handicapées » actif

Pour Travail.Suisse, il est important que les personnes handicapées soient mieux intégrées dans la formation (professionnelle). Elle dirige donc un groupe de travail composé de personnes handicapées, d'organisations du domaine du handicap et de représentants des offices AI, de la Confédération et des cantons, qui discute des questions et des problèmes des personnes handicapées dans la formation et élabore des propositions de solutions. En 2021, l'accent a été mis en particulier sur deux demandes: le nombre de personnes à former par formateur/formatrice dans les organisations qui forment des jeunes handicapés et le positionnement de la formation pratique FPra-INSOS dans le système de formation.

zu verbessern. Um das Verhältnis zwischen Gesamtarbeitsverträgen und gesetzlichem Vaterschaftsurlaub zu klären, gab Travail.Suisse bei Professor Geiser ein Rechtsgutachten in Auftrag, das im April anlässlich einer Medienkonferenz vorgestellt wurde. Im Herbst konnte Travail.Suisse ein erstes Monitoring der aktuellen Situation präsentieren: Es zeigte grosse Unterschiede bei der Dauer des Vaterschaftsurlaubs in den Unternehmen, sowie den uneinheitlichen Umgang mit der gesetzlichen Lösung. Als die Schaffhauser Kantonalbank zudem verkündete, dass sie aufgrund der Einführung des Vaterschaftsurlaubs den Mutterschaftsurlaub kürzen will, intervenierte Travail.Suisse direkt vor Ort und übergab dem CEO der Bank eine Petition mit rund 7500 Unterschriften. Ein Präzedenzfall dafür, dass

Frauen gegen Männer ausgespielt werden, konnte so verhindert werden.

Plattformbeschäftigte verdienen Schutz der Gewerkschaften

Ende Jahr lag ausserdem das Thema

Plattformbeschäftigte auf der politischen Agenda. Travail.Suisse hatte die Gelegenheit, in der ständerrätlichen Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit (SGK-S) zum Hearing anzutreten. Plattformbeschäftigte sollten gemäss Vorschlag von Travail.Suisse als Angestellte gelten und nicht als Selbständigerwerbende. Dadurch wäre der Arbeitgeber verpflichtet, seine Sozialversicherungsbeiträge normal zu entrichten und könnte nicht dank der Umgehung

der gesetzlichen Regelungen günstigere Dienstleistungen anbieten. Die Kommission unterstützte dieses Ansinnen leider nicht.

Per 1. Oktober 2021 hat Anna Storz das Dossier Soziale Sicherheit/ Sozialpolitik übernommen. Der bisherige Dossierverantwortliche, Thomas Bauer, hat das Dossier Gute Arbeit/ Wirtschaftspolitik von Gabriel Fischer übernommen, der das durch die Pensionierung von Bruno Weber-Gobet freiwerdende Dossier Bildungspolitik übernommen hat.

Bildungspolitik

Tripartite Berufsbildungskonferenz eingesetzt

Seit dem 1. Januar 2021 ist die sogenannte tripartite

Berufsbildungskonferenz TBBK im Amt. Ihre zentrale Aufgabe ist es, die Berufsbildung so weiterzuentwickeln, dass sie ein Erfolgsmodell bleibt. Mitglied des siebenköpfigen Steuerorgans der Berufsbildung ist auch Travail.Suisse. Travail.Suisse setzte sich in diesem ersten Jahr vor allem für eine bessere Positionierung der Höheren Fachschulen im Bildungssystem, für eine Stärkung der Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung, für eine Reform der beruflichen Allgemeinbildung und für ein Commitment zum Berufswahlprozess und der frühestmöglichen Lehrstellenbesetzung ein.

Dialogforum Arbeitnehmende durchgeführt

Eine Aufgabe der TBBK ist es, Dialogforen mit den Akteuren der Berufsbildung durchzuführen. Travail.Suisse ist zusammen mit dem

Schweizerischen Gewerkschaftsbund SGB verantwortlich für das Dialogforum Arbeitnehmende. In einer halbtägigen Sitzung wurden per Videokonferenz insbesondere Anträge der Verbände im Bereich der Berufsbildung für Menschen mit Behinderungen und für Migrant/innen diskutiert und verabschiedet.

Arbeitsgruppe «Menschen mit Behinderungen»

Für Travail.Suisse ist es wichtig, dass Menschen mit Behinderungen

besser in die (Berufs-)Bildung integriert werden und führt daher eine entsprechende Arbeitsgruppe.

Diese besteht aus Menschen mit Behinderungen, aus Organisationen des Behindertenwesens und Vertretungen der IV-Stellen, des Bundes und der Kantone. Sie diskutiert Fragen und Probleme der Menschen mit Behinderungen in der Bildung und erarbeitet Lösungsvorschläge. 2021 standen insbesondere zwei Anträge im Fokus: die Anzahl der Auszubildenden pro Ausbilder/in in Organisationen, die Jugendliche mit Behinderungen ausbilden und die Positionierung der Ausbildung PrA-INSOS im Bildungssystem.

Corona als Herausforderung für die Berufsbildung

Auch 2021 war die vom Bundesrat eingesetzte Task Force

Perspektive Berufslehre tätig. Im siebenköpfigen Gremium war auch Travail.Suisse präsent und setzte sich mit der Frage auseinander, wie unter Corona-

Coronavirus: un défi pour la formation professionnelle

La Task Force Perspectives Apprentissage mise en place par le Conseil fédéral a également été active en 2021. Travail.Suisse était également présent dans le comité de sept personnes et s'est penché sur la question de savoir comment organiser des salons des métiers, des cours d'initiation et des examens de fin d'apprentissage dans les conditions du coronavirus. Grâce à une bonne collaboration entre la Confédération, les cantons et les organisations du monde du travail et avec l'aide de l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière, on a pu trouver des solutions adaptées à la situation et le marché des places d'apprentissage est resté stable.

Renforcement de l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière (OPUC) en bonne voie

Travail.Suisse demande depuis longtemps un renforcement de l'OPUC afin de mieux préparer les travailleurs et travailleuses aux changements du marché du travail et de les accompagner. Ces revendications ont pu être bien placées

dans les conférences sur les « Travailleurs âgés ». En 2021, le projet pilote « viamia » a été lancé, permettant aux salarié-e-s de plus de 40 ans de bénéficier gratuitement de bilans de compétences et de conseils de carrière. Parallèlement, une stratégie nationale de l'OPUC a été élaborée, qui doit permettre une harmonisation des offres cantonales, une meilleure information et un développement plus professionnel de l'OPUC. Travail.Suisse considère que le renforcement de l'OPUC est un grand succès, mais qu'il faut continuer à aller de l'avant dans les années à venir.

Les écoles supérieures dans la ligne de mire

Un meilleur positionnement des écoles supérieures est un thème récurrent dans le paysage politique de la formation. Pour Travail.Suisse, les écoles supérieures remplissent une fonction importante de spécialisation et de promotion professionnelle pour les travailleuses et travailleurs issus de la formation professionnelle initiale. 2021 n'a pas apporté les progrès escomptés sur cette question. C'est pourquoi, il est positif qu'une intervention lors du sommet national sur la formation professionnelle ait permis le déroulement de quatre ateliers de travail en 2022. Ils devraient

enfin permettre aux écoles supérieures de bénéficier de meilleures conditions-cadres.

Le 1^{er} novembre 2021, Gabriel Fischer a repris le dossier de la Politique de la formation. Gabriel Fischer est à Travail.Suisse depuis 2013 et était jusqu'à présent responsable du dossier Bonnes conditions de travail/ Politique économique. L'ancien responsable du dossier Politique de la formation, Bruno Weber-Gobet, a pris sa retraite le 31 octobre 2021.

Politique environnementale, Politique extérieure, Politique financière et service public

Pour un nouveau marché du travail écologique et social

Travail.Suisse a présenté en mai le document « Un marché du travail plus écologique et plus social » avec plus de vingt revendications. Si le « green deal » n'est pas un « social deal », la population ne soutiendra pas la tran-

sition énergétique. L'échec de la loi sur le CO₂ le 13 juin montre le besoin d'une forte composante sociale dans la politique climatique. Travail.Suisse propose d'inclure dans la nouvelle loi des éléments de son document (objectifs de réduction plus ambitieux, réduire les compensations à l'étranger et ancrer le concept de transition juste figurant dans l'Accord de Paris sur le climat).

En février, Travail.Suisse a répondu à la consultation sur la Stratégie pour le développement durable 2030 en soutenant des modes de consommation et productions plus durables et en demandant une plus forte intégration des partenaires sociaux. En septembre, Travail.Suisse est devenu membre de l'Alliance climatique suisse qui regroupe

Bedingungen Berufsmessen, Schnupperkurse und Berufsabschlussprüfungen durchgeführt werden können. Dank guter Zusammenarbeit zwischen Bund, Kantonen und Organisationen der Arbeitswelt und unter Mithilfe der Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung konnten der Situation angepasste Lösungen gefunden und der Lehrstellenmarkt stabil gehalten werden.

Stärkung der Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung (BSLB) auf gutem Weg

Travail.Suisse fordert seit Langem eine Stärkung der BSLB, um

Arbeitnehmende besser auf die Veränderungen des Arbeitsmarktes vorzubereiten und sie zu begleiten. In den Konferenzen «ältere Arbeitnehmende» konnten diese Forderungen gut platziert werden. 2021 wurde das Pilotprojekt «viamia» gestartet, das kostenlose Standortbestimmungen und Laufbahnberatungen für Arbeitnehmende ab 40 Jahren ermöglicht. Gleichzeitig wurde eine nationale Strategie zur BSLB erarbeitet, die eine Harmonisierung der kantonalen Angebote, eine bessere Information und professionellere Weiterentwicklung der BSLB ermöglichen soll. Die Stärkung der BSLB erachtet Travail.Suisse als

grossen Erfolg, sie ist aber in den nächsten Jahren weiter vorwärts zu treiben.

Höhere Fachschulen umkämpft

Eine bessere Positionierung der Höheren Fachschulen ist ein Dauerbrenner in der bildungspolitischen Landschaft. Für Travail.Suisse leisten die höheren Fachschulen eine wichtige Spezialisierungs- und berufliche Aufstiegsfunktion für Arbeitnehmende. 2021 brachte in dieser Frage nicht die erhofften Fortschritte, so dass mit einer Intervention am Spitzentreffen Berufsbildung dafür gesorgt wurde, dass 2022 vier Arbeitsworkshops stattfinden werden, die den Höheren Fachschulen endlich bessere Rahmenbedingungen ermöglichen sollen.

Per 1. November 2021 hat Gabriel Fischer das Dossier Bildungspolitik übernommen. Gabriel Fischer ist seit 2013 bei Travail.Suisse und war bisher verantwortlich für das Dossier Gute Arbeit / Wirtschaftspolitik. Der bisherige Dossierverantwortliche Bildungspolitik, Bruno Weber-Gobet, wurde per 31. Oktober 2021 pensioniert.

Umweltpolitik, Aussenpolitik, Finanzpolitik und Service public

Für einen neuen ökologischen und sozialen Arbeitsmarkt

«Ein neuer ökologischer und sozialer Arbeitsmarkt für die Schweiz» mit über zwanzig Forderungen vorgelegt. Wenn der Green Deal nicht auch gleich-

Travail.Suisse hat im Mai seinen Aktionsplan

zeitig ein Social Deal ist, wird die Bevölkerung die Energiewende nicht unterstützen. Das Scheitern des CO₂-Gesetzes am 13. Juni 2021 hat gezeigt, dass es eine starke soziale Komponente in der Klimapolitik braucht. Travail.Suisse fordert, dass Elemente aus dem Aktionsplan in das neue Gesetz aufgenommen werden (ehrgeizigere Reduktionsziele, Reduktion der

Kompensationen im Ausland und Verankerung des im Pariser Klimaabkommen enthaltenen Konzepts der «Just Transition»).

In einer Vernehmlassungsantwort zur Strategie Nachhaltige Entwicklung 2030 forderte Travail.Suisse im Februar die Unterstützung nachhaltigerer Konsum- und Produktionsmuster und eine stärkere

plus de cent organisations, ce qui devrait renforcer l'attention aux aspects sociaux dans la politique climatique.

Mesures d'accompagnement à l'ouverture complète du marché de l'électricité

Les propositions de Travail.Suisse, de la FPE et de Syna pour des mesures d'accompagnement à l'ouverture complète du marché de l'électricité ont porté leurs fruits avec l'insertion dans la loi de mesures (encouragement de la formation et soumission de la branche à une surveillance particulière du marché du travail). Du lobbying est en cours auprès de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie pour améliorer le contenu.

Engagé sur divers fronts

Au Comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats, Travail.Suisse a suivi le projet de directive pour l'amélioration des conditions de travail sur les plateformes et celle pour des salaires minimaux adéquats. Un renforcement de la protection salariale dans l'UE améliorerait la compréhension pour nos mesures d'accompagnement. Travail.Suisse est intervenu à la conférence de mi-mandat de la CES à Lisbonne du 8 au 10 novembre 2021. Elle a permis une discussion sur l'avenir et l'unité de la CES, une Europe plus juste pour les travailleurs et l'économie post-covid.

La Conférence internationale du travail de l'OIT s'est déroulée en ligne. Travail.Suisse était représenté par Franziska Theiler, Directrice de Brücke · Le pont (commission sur les inégalités dans le monde du travail) et Denis Torche (commission sur l'objectif stratégique de la protection sociale).

En mars 2021, le peuple suisse a dit un tout petit

oui au partenariat économique avec l'Indonésie, ce qui montre la sensibilité de la population sur les aspects de durabilité. L'accord de libre-échange avec les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) n'a toujours pas été signé. Travail.Suisse continuera à demander que les dispositions de durabilité de ces accords soient soumises au mécanisme de l'arbitrage, notamment dans le cadre de la commission consultative auprès de l'AELE.

Le 13 décembre, le point de contact de la commission consultative des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales a célébré ses vingt ans. Il fait office de médiation pour des plaintes déposées contre des multinationales. Denis Torche a représenté Travail.Suisse sur le podium.

Nouveaux cadeaux fiscaux pour les grandes entreprises en pleine pandémie

Dans la consultation sur la réduction de l'endettement lié au coronavirus, Travail.Suisse a rejeté les solutions proposées. S'il fallait toutefois compenser le découvert correspondant du compte d'amortissement, il faut le faire non par des excédents dans le budget ordinaire mais par des recettes extraordinaires. Travail.Suisse a combattu les nouveaux cadeaux fiscaux pour les grandes entreprises en soutenant le référendum contre la modification de la loi fédérale sur les droits de timbre. Ce projet supprime le droit de timbre d'émission sur le capital propre. Mais vu la manière dont le Parlement a traité cet objet, l'objectif est la suppression de tous les droits de timbre, avec des pertes fiscales d'environ 2,2 milliards de francs. Le Parlement a aussi adopté la révision de l'impôt anticipé qui provoque d'importantes pertes fiscales, qui s'alourdiront avec la remontée des taux. Le Comité de Travail.Suisse a décidé le 22 décembre 2021 de soutenir le référendum.

Non à la privatisation de PostFinance

Travail.Suisse est intervenu contre la privatisation de PostFinance. Le Conseil fédéral ne propose plus seulement une privatisation partielle mais complète ! Une privatisation de Postfinance affaiblirait le financement du réseau postal, mettrait en péril les conditions de travail du personnel et ferait augmenter le coût des prestations pour la clientèle.

Einbindung der Sozialpartner. Im September wurde Travail.Suisse Mitglied der Schweizer Klima-Allianz, die mehr als 100 Organisationen umfasst. Damit soll die Aufmerksamkeit für die sozialen Aspekte der Klimapolitik verstärkt werden.

Keine vollständige Öffnung des Strommarktes ohne flankierende Massnahmen

Travail.Suisse, VPE und Syna machten sich stark für flankierende Massnahmen zur Abfederung der negativen Auswirkungen einer vollständigen Öffnung des Strommarktes. Die entsprechenden Vorschläge haben mit ihrer Aufnahme ins Gesetz Früchte getragen (Förderung der Ausbildung und Schaffung einer besonderen Arbeitsmarktaufsicht in der Branche). Derzeit wird bei der Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie lobbyiert, um weitere inhaltliche Verbesserungen zu erzielen.

An verschiedenen Fronten engagiert

Im Vorstandsausschuss des Europäischen Gewerkschaftsbundes (EGB) hat Travail.Suisse die Richtlinienentwürfe für die Verbesserung der Arbeitsbedingungen von Plattformangestellten sowie für angemessene Mindestlöhne verfolgt. Eine Stärkung des Lohnschutzes in der EU würde das Verständnis für die flankierenden Massnahmen in der Schweiz verbessern. Travail.Suisse war an der Halbzeitkonferenz des EGB vertreten, die vom 8. bis 10. November 2021 in Lissabon stattfand. Die Konferenz ermöglichte eine Diskussion über die Zukunft und die Einheit des EGB, ein gerechteres Europa für die Arbeitnehmenden und die Post-Covid-Wirtschaft. Die Internationale Arbeitskonferenz der Internationalen Arbeitsorganisation (IAO) fand online statt. Travail.Suisse war durch Franziska Theiler, Geschäftsführerin von Brücke·Le pont (Kommission zu

Ungleichheiten in der Arbeitswelt) und Denis Torche (Kommission zu sozialer Sicherheit) vertreten.

Im März 2021 hat die Schweizer Stimmbevölkerung das Freihandelsabkommen mit Indonesien mit lediglich einer hauchdünnen Mehrheit angenommen und damit die Sensibilität der Bevölkerung für Nachhaltigkeitsaspekte gezeigt. Das Freihandelsabkommen mit den Mercosur-Ländern (Brasilien, Argentinien, Uruguay, Paraguay) wurde immer noch nicht unterzeichnet. Travail.Suisse wird weiterhin fordern, dass die Nachhaltigkeitsbestimmungen dieser Abkommen der Schiedsgerichtsbarkeit unterliegen, insbesondere im Rahmen der Beratenden Kommission bei der EFTA.

Am 13. Dezember feierte der Nationale Kontaktpunkt für die OECD-Leitsätze für multinationale Unternehmen ihr 20-jähriges Bestehen. Sie vermittelt bei Beschwerden gegen multinationale Unternehmen. Denis Torche vertrat Travail.Suisse auf dem Podium.

Neue Steuergeschenke für Grossunternehmen mitten in der Pandemie

In der Vernehmlassung zum Abbau der Verschuldung im Zusammenhang mit dem Coronavirus hat Travail.Suisse die vorgeschlagenen Lösungen abgelehnt. Falls der entsprechende Fehlbetrag in der Staatskasse dennoch ausgeglichen werden muss, soll dies nicht durch Überschüsse im ordentlichen Haushalt, sondern durch ausserordentliche Einnahmen geschehen. Travail.Suisse bekämpfte neue Steuergeschenke für Grossunternehmen durch die Unterstützung des Referendums gegen die Änderung des Bundesgesetzes über die Stempelabgaben. Mit dieser Vorlage sollte die Emissionsabgabe auf Eigenkapital abgeschafft werden. Die Art und Weise der Behandlung des Geschäfts im Parlament hat jedoch klar gemacht, dass das Ziel die Abschaffung aller Stempelsteuern ist, mit Steuerausfällen von rund 2,2 Milliarden Franken. Das Parlament hat auch

die Revision der Verrechnungssteuer verabschiedet, die zu grossen Steuerausfällen führen würden, die sich mit steigenden Zinsen noch verschärfen. Der Vorstand von Travail.Suisse hat am 22. Dezember 2021 beschlossen, auch dieses Referendum zu unterstützen.

Nein zur Privatisierung von PostFinance

Gegen die Vorschläge für eine Privatisierung von PostFinance hat Travail.Suisse klar Stellung bezogen. Der Bundesrat schlägt nicht mehr nur eine Teil-, sondern eine Vollprivatisierung vor. Eine solche würde die Finanzierung des Postnetzes schwächen, die Arbeitsbedingungen des Personals gefährden und die Kosten der Dienstleistungen für die Kundinnen und Kunden erhöhen.

Travail parlementaire plus difficile et une session pour les femmes

En 2021, le coronavirus a continué à tenir le Parlement en haleine: alors que l'accès était interdit aux visiteurs externes jusqu'aux vacances d'été, les portes du Palais fédéral ont pu être rouvertes à tous les visiteurs à partir de fin juin – comme lors de la session d'été, le port du masque était toutefois obligatoire et on a laissé en place les cloisons en plexiglas. Il manquait encore une base pour l'obligation de certificat. Ce n'est que fin septembre 2021 que la base légale pour l'obligation de certificat Covid a pu être discutée au Palais du Parlement, de sorte qu'à partir du 2 octobre, il n'était possible de pénétrer dans le Palais fédéral qu'avec un certificat Covid valable. En contrepartie, on a supprimé l'obligation de porter un masque et démonté les vitres de séparation.

Mais ce n'est pas seulement le coronavirus lui-même, mais toute la loi Covid-19 visant à prolonger les mesures du Conseil fédéral et à endiguer les dommages économiques qui a tenu le Parlement en haleine en 2021: à deux reprises, la loi Covid-19 a dû être adaptée, et à deux reprises, une partie de la population a lancé un référendum. Heureusement, les deux fois, le peuple a soutenu le travail du parlement, de sorte que l'on a pu mettre à disposition les aides financières nécessaires – également et surtout en faveur des travailleurs et travailleuses.

Travail.Suisse défend les intérêts des travailleuses à la session des femmes

En automne, 20 ans après la première session des femmes, la deuxième session des femmes a eu lieu. En collaboration avec ses fédérations membres, Travail.Suisse

a organisé une liste de femmes avec une recommandation de vote. Avec succès: avec Davina Fitas (Tessin, OCST), Elisabeth Gisler (Suisse centrale, Travail.Suisse) et Linda Rosenkranz (Moyen Pays, Travail.Suisse), ce ne sont pas moins de trois femmes de Travail.Suisse qui ont été élues à la Session des femmes. Léonore Porchet, vice-présidente de Travail.Suisse, a en outre présidé la commission pour la santé sexuelle et la médecine de genre et Valérie Boroli Sandoz, responsable de la politique de l'égalité à Travail.Suisse, était à disposition de la commission pour la numérisation en tant qu'experte.

Lors de la Session des femmes, 23 revendications ont été adressées au Parlement, dont certaines émanent de Travail.Suisse.

Le Parlement ne veut pas de monitoring du stress

La pandémie a renforcé le stress chez les travailleurs et travailleuses, comme l'ont montré les résultats du « Baromètre Conditions de travail ». Le rejet d'une motion du président de Travail.Suisse Adrian Wüthrich pour un monitoring étendu du stress a donc été d'autant plus décevant. La décision du Parlement montre avant tout que la charge pour la santé des travailleurs et travailleuses due au stress et aux risques psychosociaux n'est pas prise au sérieux. Travail.Suisse va donc s'engager encore plus à l'avenir pour une meilleure protection contre le stress dans le monde du travail.

Congé d'adoption grâce à Travail.Suisse

En 2021, le Parlement aurait eu diverses possibili-

tés de faciliter la conciliation entre famille et activité professionnelle – et les a malheureusement presque toutes balayées. Au printemps, le Conseil fédéral décidait encore d'un financement supplémentaire pour les crèches, mais l'intervention pour une loi-cadre globale – qui avait pour base le plan d'action sur la conciliation de Travail.Suisse – a été rejetée lors de la session de printemps. Travail.Suisse a pu fêter un petit succès, mais très important, le 1er octobre 2021, lorsque, après huit ans de discussions et de débats, le Parlement a enfin adopté un congé d'adoption de deux semaines. Cette réussite est uniquement due à l'engagement infatigable de Travail.Suisse. En ce qui concerne les interventions relatives au congé parental, le Parlement n'a pas non plus donné de signaux positifs en 2021: il a certes décidé à la mi-septembre d'adopter un postulat pour une analyse des coûts et des avantages de différents modèles de congé parental à l'attention du Conseil fédéral, mais il a clairement rejeté deux semaines plus tard une initiative parlementaire pour un congé parental.

AVS21 et LPP21: de mauvaises perspectives pour les travailleurs et travailleuses

Le débat sur le nouveau projet de réforme de l'AVS a débuté lors de la session de printemps 2021. Avec le projet AVS21, le Conseil fédéral poursuivait des objectifs clairs: le relèvement de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans avec une compensation pour la génération de transition, la flexibilisation de l'âge de la retraite et le financement à long terme de l'AVS par la TVA – tels étaient les piliers centraux du projet

Erschwerte Parlamentsarbeit und eine Session für Frauen

Auch 2021 hielt das Corona-Virus das Parlament auf Trab: Während bis vor den Sommerferien der Zutritt für externe Besuchende verboten war, konnten die Türen des Bundeshauses ab Ende Juni wieder für alle Besucherinnen und Besucher geöffnet werden – wie in der Sommersession galt allerdings Maskenpflicht und die Plexiglas-Trennwände wurden belassen. Für die Zertifikats-Pflicht fehlte noch die Grundlage. Erst Ende September 2021 konnte die gesetzliche Grundlage für die Covid-Zertifikatspflicht im Parlamentsgebäude beraten werden, so dass das Bundeshaus ab dem 2. Oktober nur noch mit gültigem Covid-Zertifikat betreten werden konnte. Im Gegenzug wurde die Maskenpflicht aufgehoben und die Plexiglastrennscheiben konnten demontiert werden.

Doch nicht nur das Corona-Virus selber sondern das ganze Covid-19-Gesetz zur Verlängerung der bundesrätlichen Massnahmen und zur Eindämmung der wirtschaftlichen Schäden hielt das Parlament 2021 in Atem: zwei Mal musste das Covid-19-Gesetz angepasst werden, zwei Mal ergriffen Teile der Bevölkerung das Referendum. Glücklicherweise unterstützte die Stimmbevölkerung beide Mal die Arbeit ihres Parlaments, so dass die nötigen Finanzhilfen – auch und vor allem zu Gunsten der Arbeitnehmenden – zur Verfügung gestellt werden konnten.

Travail.Suisse vertritt die Anliegen der Arbeitnehmerinnen an der Frauensession

Im Herbst fand – 20 Jahre nach der ersten Durchführung – die zweite Frauensession statt. Gemeinsam mit seinen Mitgliedsverbänden organisierte

Travail.Suisse eine Liste mit Kandidatinnen inklusive Wahlempfehlung. Mit Erfolg: Mit Davina Fitas (Tessin, OCST), Elisabeth Gisler (Zentralschweiz, Travail.Suisse) und Linda Rosenkranz (Mittelland, Travail.Suisse) wurden gleich drei Travail.Suisse-Frauen an die Frauensession gewählt. Léonore Porchet, Travail.Suisse-Vizepräsidentin, präsidierte ausserdem die Kommission für Sexuelle Gesundheit und Gender-Medizin und Valérie Borioli Sandoz, Leiterin Vereinbarkeitspolitik bei Travail.Suisse, stand der Kommission für Digitalisierung als Expertin zur Verfügung.

An der Frauensession wurden 23 Forderungen in Form von Petitionen an das Parlament adressiert, darunter einige aus der Feder von Travail.Suisse.

Parlament will kein Stressmonitoring

Die Pandemie hat den Stress bei den Arbeitnehmenden verstärkt, das zeigten die Ergebnisse des «Barometer Gute Arbeit». Umso enttäuschender war deshalb die Ablehnung einer Motion von Travail.Suisse-Präsident Adrian Wüthrich für ein ausgebautes Stressmonitoring. Der Entscheid des Parlaments zeigt vor allem, dass die gesundheitliche Belastung der Arbeitnehmenden durch Stress und psychosoziale Risiken nicht ernst genommen wird. Für den Dachverband Travail.Suisse ist klar, dass er sich zukünftig verstärkt für einen besseren Schutz vor Stress in der Arbeitswelt einsetzen wird.

Adoptionsurlaub dank Travail.Suisse

Das Parlament hätte im Jahr 2021 diverse Möglichkeiten gehabt, die

Vereinbarkeit von Familie und Erwerbstätigkeit zu erleichtern – und schlug leider fast alle in den Wind. Im Frühling noch beschloss der Bundesrat eine Zusatzfinanzierung für Kindertagesstätten, doch der Vorstoss für ein umfassendes Rahmengesetz – das den Aktionsplan Vereinbarkeit von Travail.Suisse zur Basis hatte – wurde in der Frühlingssession abgelehnt. Einen kleinen, aber sehr wichtigen Erfolg, konnte Travail.Suisse am 1. Oktober 2021 feiern, als nach acht Jahren Diskussionen und Debatten endlich ein zweiwöchiger Adoptionsurlaub vom Parlament angenommen wurde – dies nur dank dem unermüdlichen Engagement von Travail.Suisse. Auch im Bereich der Elternzeit-Vorstösse gab es 2021 keine positiven Signale aus dem Parlament: zwar entschied es Mitte September, ein Postulat für eine Analyse der Kosten und Nutzen verschiedener Elternzeitmodelle zuhanden des Bundesrates zu verabschieden, lehnte aber nur zwei Wochen später eine parlamentarische Initiative für eine Elternzeit klar ab.

AHV21 und BVG21: Schlechte Aussichten für die Arbeitnehmenden

An der Frühlingssession 2021 startete die Debatte über das neue Reformprojekt zur AHV. Der Bundesrat verfolgte mit der Vorlage AHV21 klare Ziele: Erhöhung des Rentenalters auf 65 mit einer Kompensation der Übergangsgeneration, Flexibilisierung des Renteneintritts und längerfristige Finanzierung der AHV über die Mehrwertsteuer – so lauteten die zentralen Eckpfeiler des bundesrätlichen Reformvorhabens.

de réforme. Malheureusement, le Parlement est resté bien en deçà d'un projet défendable – malgré d'innombrables discussions. Léonore Porchet, vice-présidente de Travail.Suisse et conseillère nationale, s'était elle aussi exprimée à maintes reprises en commission, en étroite collaboration avec le secrétariat, en faveur d'un projet équilibré – malheureusement sans succès. Le peuple sera désormais appelé à se prononcer sur le projet en 2022. Triste mais vrai : aujourd'hui déjà, une prochaine réforme est en préparation au Parlement avec comme objectif d'augmenter l'âge de la retraite pour tous.

La réforme de la prévoyance professionnelle ne s'est pas non plus déroulée dans la joie en 2021 : bien que le Conseil fédéral ait repris telle quelle la proposition de compromis des partenaires sociaux nationaux (LPP21), le Conseil national n'a malheureu-

sement pas suivi le compromis. Au lieu de cela, il a approuvé un véritable projet de démantèlement avec des baisses de rentes importantes, peu d'améliorations pour les femmes et aucune composante solidaire. Le Conseil des Etats se penchera sur le compromis dans le courant de l'année 2022.

Événements de la session sur des thèmes d'actualité

Travail.Suisse organise deux fois par an un événement de session afin d'entretenir un échange direct avec les parlementaires et de discuter d'un thème d'actualité. Ces événements ont lieu lors de la session de printemps et de la session d'automne. L'événement de la session de printemps n'a malheureusement pas pu avoir lieu sous une forme appropriée en raison des mesures

coronavirus existantes. En revanche, la manifestation de la session du 21 septembre sur le thème « Après la crise du coronavirus – en route vers le bien commun » a suscité un grand intérêt.

Travail.Suisse fait également partie des organisateurs des manifestations du groupe parlementaire pour le travail, qui ont lieu lors des sessions d'été et d'hiver. La première des deux manifestations a été déplacée de la session d'été à la session d'automne pour des raisons de coronavirus et a eu lieu le 14 septembre 2021 sur la question « De quelle politique de la petite enfance la Suisse a-t-elle besoin ? La manifestation de la session d'hiver était intitulée « Le temps est-il venu pour l'imposition individuelle ? » et a eu lieu le 30 novembre 2021. Adrian Wüthrich a présenté à chaque fois, en tant que président, la position de Travail.Suisse sur les questions posées.

Votations populaires fédérales

Un grand engagement pour les travailleurs/euses : 2 fois oui à la loi Covid-19 et de meilleures conditions de travail pour la branche des soins de santé

Votation du 7 mars 2021

Après que le comité de Travail.Suisse ait décidé de dire non à la loi sur l'e-ID, la joie a été d'autant plus grande de voir l'échec dans les urnes de ce projet bâclé. Certes, Travail.Suisse a clairement reconnu la nécessité d'aborder le thème de l'identité électronique. Mais trop de questions restaient en suspens, le minimum absolu aurait été de réaliser une étude de faisabilité sur la possibilité d'un service étatique pour la mise à disposition des supports technologiques dans le sens du service public. Travail.Suisse avait également donné des mots d'ordre concer-

nant l'initiative populaire « Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage » et son contre-projet indirect – Non à l'interdiction de se dissimuler le visage, Oui au contre-projet. Sous le prétexte de l'égalité et de la sécurité, l'initiative visait à stigmatiser la religion musulmane. Malheureusement, l'initiative a été acceptée de justesse avec 51,2 pour cent.

Pour le comité de Travail.Suisse, le oui à la loi Covid-19 était clair et il a décidé à l'unanimité de dire oui. Le oui clair du peuple le 13 juin a soutenu le Conseil

Votation du 13 juin 2021

fédéral et ses efforts pour atténuer les conséquences économiques des mesures. Les extensions dans le domaine de l'assurance-chômage, l'introduction d'une allocation de gain coronavirus, les mesures pour les cas de rigueur en faveur de l'économie et le soutien à la culture, au sport et aux médias ont été des piliers centraux.

Travail.Suisse a été le « sparring partner » du Conseil fédéral et de l'administration depuis l'éclatement de Covid-19. En vertu de la loi Covid-19, le Conseil fédéral doit associer les cantons et les organisations faitières des partenaires sociaux à l'élaboration des mesures.

Travail.Suisse a été le « sparring partner » du Conseil fédéral et de l'administration depuis l'éclatement de Covid-19. En vertu de la loi Covid-19, le Conseil fédéral doit associer les cantons et les organisations faitières des partenaires sociaux à l'élaboration des mesures.

Leider blieb das Parlament wesentlich hinter einer vertretbaren Vorlage zurück – trotz unzähliger Gespräche. Auch Léonore Porchet, Vizepräsidentin von Travail.Suisse und Nationalrätin, hatte sich in enger Zusammenarbeit mit der Geschäftsstelle in der Kommission immer wieder für eine ausgewogene Vorlage ausgesprochen – leider ohne Erfolg. Nun wird die Stimmbevölkerung 2022 über die Vorlage abstimmen. Traurig, aber wahr: Bereits heute ist im Parlament die nächste Reform aufgegleist. Ihr Ziel: die Rentenerhöhung für alle.

Auch für die Reform der beruflichen Vorsorge lief es 2021 nicht rosig: Obschon der Bundesrat den Kompromissvorschlag der nationalen Sozialpartner *tel quel* übernommen hatte (BVG21), folgte der Nationalrat dem Kompromiss nicht. Stattdessen befürwortete er eine eigentliche Abbau-Vorlage mit weitge-

henden Rentensenkungen, wenig Verbesserungen für Frauen und ohne solidarische Komponente. Der Ständerat wird sich im Verlauf des Jahres 2022 über den Kompromiss beugen.

Sessionsanlässe zu aktuellen Themen

Travail.Suisse führt zweimal im Jahr einen Sessionsanlass durch, um den direkten

Austausch mit Parlamentarierinnen und Parlamentariern zu pflegen und über ein aktuelles Thema zu diskutieren. Diese Anlässe finden jeweils in der Frühlings- und in der Herbstsession statt. Der Anlass in der Frühlingsession konnte leider aufgrund der bestehenden Corona-Massnahmen nicht in einer angemessenen Form stattfinden. Dafür stiess der Sessionsanlass vom 21. September zum Thema

«Nach der Corona-Krise – vorwärts zum Gemeinwohl» auf grosses Interesse.

Travail.Suisse gehört auch zu den Veranstaltern der Anlässe der parlamentarischen Gruppe für Arbeit, die in der Sommer- und in der Wintersession durchgeführt werden. Die erste der beiden Veranstaltungen wurde coronabedingt von der Sommer- auf die Herbstsession verschoben und fand am 14. September 2021 zur Fragestellung «Welche Politik der frühen Kindheit braucht die Schweiz?» statt. Die Veranstaltung der Wintersession stand unter dem Titel «Ist die Zeit reif für die Individualbesteuerung?» und fand am 30. November 2021 statt. Adrian Wüthrich präsentierte als Präsident jeweils die Haltung von Travail.Suisse zu den Fragestellungen.

Eidg. Volksabstimmungen

Grosses Engagement für die Arbeitnehmenden: 2 mal Ja zum Covid-19-Gesetz und bessere Arbeitsbedingungen für die Pflege-Branche

Abstimmung vom 7. März 2021

Nachdem der Vorstand von Travail.Suisse die Nein-Parole zum E-ID-Gesetz gefasst hatte, war

die Freude über die deutliche Niederlage der unsorgfältig ausgearbeiteten Vorlage an der Urne umso grösser. Zwar hat Travail.Suisse die Notwendigkeit, das Thema der elektronischen Identität anzugehen, klar anerkannt. Es waren aber noch zu viele Fragen offen. Als absolutes Minimum hätte eine Machbarkeitsstudie über die Möglichkeit eines eigenen, öffentlichen Dienstes zur Bereitstellung der Technologieträger im Sinn des Service public durchgeführt werden

müssen. Auch zur Volksinitiative «Ja zum Verbot der Gesichtsverhüllung» und ihrem Gegenvorschlag hatte Travail.Suisse Parolen gefasst: Nein zum Verbot der Gesichtsverhüllung, Ja zum Gegenvorschlag. Unter dem Vorwand von Gleichberechtigung und Sicherheit zielte die Initiative darauf ab, die muslimische Religion zu stigmatisieren. Leider wurde die Initiative mit 51.2 Prozent knapp angenommen.

Abstimmung vom 13. Juni 2021

Für den Travail.Suisse-Vorstand war das Ja zum Covid-19-Gesetz klar, er fasste einstimmig

die Ja-Parole. Das klare Ja der Stimmbevölkerung am 13. Juni stützte den Bundesrat und sein Bestreben, die wirtschaftlichen Folgen der Massnahmen abzufedern. Vor allem die Ausdehnungen im Bereich der Arbeitslosenversicherung, der Einführung eines Corona-Erwerbsersatzes, Härtefallmassnahmen zugunsten der Wirtschaft und zur Unterstützung von Kultur, Sport und Medien waren zentrale Pfeiler.

Travail.Suisse war seit Beginn der Pandemie «Sparringpartner» des Bundesrates und der Verwaltung. Kraft des Covid-19-Gesetzes muss der Bundesrat die Kantone und die Sozialpartner-Dachverbände bei der Erarbeitung von Massnahmen einbeziehen.

La deuxième votation pertinente pour Travail.Suisse a été celle sur la loi sur le CO₂, qui a malheureusement été rejetée par les citoyen-ne-s avec un non serré de 51,6 pour cent. La loi sur le CO₂ aurait pu devenir l'instrument le plus important de la politique climatique suisse et aurait aidé la Suisse à atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat et à apporter sa contribution à la lutte mondiale contre le réchauffement climatique. De plus, les investissements auraient permis de créer des commandes et donc des emplois.

Votation du 26 septembre 2021

Le Comité de Travail. Suisse avait décidé l'été dernier d'un double oui : Oui à l'initiative 99% et

Oui au mariage pour tous. Travail.Suisse a soutenu l'initiative 99% dès la récolte des signatures et s'engage résolument pour plus de justice fiscale. L'écart de revenu et de fortune entre les plus riches

et le reste de la population ne cesse de se creuser, la crise Covid-19 a même renforcé cette tendance. Malheureusement, l'initiative a été rejetée par un non clair de 64,9%. Dans le même temps, il était agréable de constater que le mariage pour tous a été accepté par un oui tout aussi clair de 64,1 pour cent. Contrairement au partenariat enregistré, seul le mariage permet une véritable égalité. Il permet l'adoption conjointe d'enfants, l'accès au don de sperme pour les couples de femmes mariées, la naturalisation facilitée, ainsi qu'une rente de veuve.

Votation du 28 novembre 2021

En novembre, le corps électoral s'est à nouveau penché sur les modifications de la loi Covid-19.

Du point de vue de Travail.Suisse, il était clair que la loi Covid-19 était nécessaire pour lutter contre la pandémie et ses conséquences. Après que Travail.Suisse ait décidé de dire oui, le soulagement a été

grand de voir que près de deux tiers des votant-e-s ont soutenu la politique du Conseil fédéral en matière de pandémie par leur oui. Ce n'est que grâce à cette approbation que l'on a pu augmenter les aides pour les cas de rigueur, toujours nécessaires et mettre à disposition des moyens financiers supplémentaires pour le chômage partiel, ce qui était d'une importance capitale aussi bien pour l'économie que pour les travailleurs et travailleuses.

L'association faîtière s'est également réjouie de l'adoption de l'initiative sur les soins infirmiers. Celle-ci exige que l'on forme suffisamment de personnel soignant, que l'on garantisse la qualité des soins et que l'on crée de bonnes conditions de travail. Travail.Suisse s'engage avec ses fédérations Syna, OCST et SCIV, qui représentent syndicalement le personnel des soins, pour une mise en œuvre efficace de l'initiative.

Communication

Travail de relations publiques varié avec un accent mis sur l'égalité

Après l'année fulgurante de 2020, au cours de laquelle la communication a beaucoup tourné autour de la campagne réussie pour le congé paternité, Travail.Suisse s'est présenté au public en 2021 de manière largement diversifiée et sur des thèmes variés.

Année du triple anniversaire de l'égalité

2021 a été l'année du triple anniversaire de l'égalité : 50 ans de droit de vote des femmes, 30 ans de grève des femmes et 25 ans de

loi sur l'égalité. Dans ce contexte, la plateforme pour l'égalité salariale RESPECT8-3.CH, lancée l'année précédente par Travail.Suisse et ses fédérations, a pu faire l'objet d'une promotion médiatique. La manifestation nationale sur l'AVS du 21 septembre a également été l'occasion de promouvoir la plateforme et le thème de l'égalité salariale. Parallèlement, Travail.Suisse et ses fédérations ont marqué une forte présence à la première grande manifestation nationale depuis le début de la pandémie. Enfin, à fin octobre a eu lieu la session des femmes, à laquelle Travail.

Suisse et ses fédérations ont participé avec trois représentantes et plusieurs interventions.

Congé paternité toujours d'actualité

Acteur important de l'égalité et de la conciliation, Travail.Suisse a été bien visible dans le cadre de sa campagne de suivi sur le congé paternité, notamment par deux conférences de presse. En avril, un avis de droit sur le rapport entre le congé paternité légal et les réglementations CCT existantes a été

Die zweite für Travail.Suisse relevante Abstimmung war diejenige zum CO₂-Gesetz, das leider mit einem knappen Nein von 51.6 Prozent von der Stimmbevölkerung abgelehnt wurde. Das CO₂-Gesetz hätte zum wichtigsten Instrument der Schweizer Klimapolitik werden können und hätte der Schweiz geholfen, die Ziele des Pariser Klimaabkommens zu erreichen und ihren Beitrag im weltweiten Kampf gegen die Klimaerwärmung zu leisten. Ausserdem wären mit den Investitionen Arbeitsplätze geschaffen worden.

Abstimmung vom 26. September 2021

Der Vorstand von Travail.Suisse hatte im Sommer die doppelte Ja-Parole gefasst:

Ja zur 99%-Initiative und Ja zur Ehe für alle. Travail.Suisse unterstützt die 99%-Initiative seit der Unterschriftensammlung und setzt sich konsequent für mehr Steuergerechtigkeit ein. Die Einkommens-

und Vermögensschere zwischen den Reichsten und dem Rest der Bevölkerung wird immer grösser, die Covid-19-Krise hat diesen Trend sogar noch verstärkt. Leider wurde die Initiative mit einem klaren Nein von 64.9 Prozent abgelehnt. Schön war gleichzeitig, dass die Ehe für alle mit einem ebenso klaren Ja von 64.1 Prozent angenommen wurde. Im Gegensatz zur eingetragenen Partnerschaft erlaubt nur die Ehe eine echte Gleichstellung. Sie ermöglicht die gemeinsame Adoption von Kindern, den Zugang zur Samenspende für verheiratete Frauenpaare, die erleichterte Einbürgerung, sowie eine Witwenrente.

Abstimmung vom 28. November 2021

Im November befasste sich die Stimmbevölkerung noch einmal mit Änderungen des Covid-

19-Gesetzes. Aus Sicht von Travail.Suisse war klar, dass das Covid-19-Gesetz nötig ist zur Bekämpfung der Pandemie und deren Auswirkungen. Nachdem

Travail.Suisse die Ja-Parole gefasst hatte, war die Erleichterung gross, dass sich knapp zwei Drittel der Stimmberechtigten hinter die Pandemie-Politik des Bundesrates stellte. Nur dank dieser Zustimmung konnten die weiterhin nötigen Härtefallhilfen aufgestockt und zusätzliche finanzielle Mittel für die Kurzarbeit bereitgestellt werden, was sowohl für die Wirtschaft wie auch für die Arbeitnehmenden von zentraler Bedeutung war.

Ebenso erfreut zeigte sich der Dachverband über die Annahme der Pflegeinitiative. Diese fordert, dass genügend Pflegefachpersonen ausgebildet werden, die Qualität der Pflege gesichert wird und gute Arbeitsbedingungen geschaffen werden. Travail.Suisse setzt sich gemeinsam mit seinen Verbänden Syna, OCST und SCIV, die Mitarbeitende aus dem Pflegebereich gewerkschaftlich vertreten, für eine wirksame Umsetzung der Initiative ein.

Kommunikation

Vielfältige Öffentlichkeitsarbeit mit Fokus auf Gleichstellungsflow

Nach dem fulminanten Jahr 2020, in dem sich kommunikativ vieles um die erfolgreiche Kampagne für den Vaterschaftsurlaub drehte, präsentierte sich Travail.Suisse 2021 breit gefächert und thematisch vielfältig der Öffentlichkeit.

Jahr des dreifachen Gleichstellungsjubiläums

2021 war das Jahr des dreifachen Gleichstellungsjubiläums: 50 Jahre Frauenstimmrecht, 30 Jahre Frauenstreik und 25 Jahre

Gleichstellungsgesetz. Vor diesem Hintergrund wurde die Plattform für Lohngleichheit RESPECT8-3.CH, die im Jahr zuvor von Travail.Suisse und seinen Verbänden lanciert worden war, medial beworben. Auch die nationale AHV-Demo vom 21. September bot Gelegenheit, für die Plattform und das Thema der Lohngleichheit zu werben. Gleichzeitig konnten sich Travail.Suisse und seine Verbände mit einer starken personellen Vertretung an der ersten grossen nationalen Demo seit Beginn der Pandemie präsentieren. Ende Oktober fand schliesslich die Frauenses-

sion statt, an der Travail.Suisse und seine Verbände mit drei Vertreterinnen und mehreren Vorstössen teilnahmen.

Vaterschaftsurlaub weiterhin aktuell

Als bedeutender Player für Gleichstellung und Vereinbarkeit präsentierte sich Travail.Suisse auch im Rahmen seiner Follow up-Kampagne zum Vaterschaftsurlaub, unter anderem im Rahmen von zwei Medienkonferenzen. Im April wurde ein Rechts-

présenté. Enfin, en septembre, on a donné un tour d'horizon des réglementations en matière de congé paternité dans les différentes branches, des besoins des jeunes travailleurs et des interventions politiques visant à combler les lacunes légales existantes. Les deux conférences de presse ont rencontré un écho médiatique exceptionnel. En août, on a finalement appris publiquement que la banque cantonale de Schaffhouse avait réduit de deux semaines le congé de maternité en réaction à l'introduction du congé paternité légal. En collaboration avec Campax, Travail.Suisse a immédiatement lancé une pétition demandant à la direction de revenir sur cette réduction. Fin septembre, quelque 7'500 signatures ont pu être remises au CEO de la banque avec un grand impact public. Plusieurs dizaines de milliers d'abonné-e-s ont en outre été tenu-e-s au courant de l'actualité du congé paternité par le biais d'une newsletter régulière.

Conférences de presse

En août et en décembre ont eu lieu les conférences de presse annuelles sur les salaires avec la participation de Syna, Hotel & Gastro Union et transfair. Travail.Suisse et ses fédérations ont dénoncé l'évolution modeste des salaires pour de nombreux salarié-e-s et ont critiqué les branches et les entreprises qui ne répercutent pas leurs bénéfices sur leur personnel qui avait justement fourni un effort supérieur à la moyenne pendant la pandémie.

Enfin, le mois d'octobre a vu la présentation d'une nouvelle édition du «Baromètre Conditions de travail». La septième édition a clairement révélé que la pandémie avait modifié les conditions de travail. Alors que les hommes en profitaient, les femmes en faisaient les frais. Outre l'inégalité croissante en matière de charge de travail, les employeurs se sont montrés peu sensibles à l'égalité salariale et à l'égalité en général. Parallèlement, le stress au travail a atteint un niveau record.



Gabriel Fischer, responsable de la politique économique, est interviewé pour le téléjournal à l'issue de la conférence de presse «Revendications salariales pour 2022».

Au total, en 2021, Travail.Suisse a pris position sur des thèmes et des objets d'actualité dans les domaines de la politique, de l'économie et de la société par le biais de sept conférences de presse propres, de 150 communiqués de presse, de quatre perspectives de sessions et de 13 services médias en allemand et en français.

Gabriel Fischer, Leiter Wirtschaftspolitik, wird im Anschluss an die Medienkonferenz «Lohnforderungen für 2022» für die Tagesschau interviewt.



Medienkonferenz zum «Barometer Gute Arbeit».
Im Bild (v.l.n.r.): Tobias Fritschi (BFH), Léonore Porchet
(Vizepräsidentin), Adrian Wüthrich (Präsident),
Gabriel Fischer (Leiter Wirtschaftspolitik)

Conférence de presse sur le «Baromètre Conditions de travail». Sur la photo (de gauche à droite): Tobias Fritschi (BFH), Léonore Porchet (vice-présidente), Adrian Wüthrich (président), Gabriel Fischer (responsable de la politique économique)

gutachten zum Verhältnis des gesetzlichen Vaterschaftsurlaubs zu bestehenden GAV-Regelungen präsentiert. Im September folgte schliesslich eine Rundumschau zu den Vaterschaftsregelungen in den einzelnen Branchen, zu den Bedürfnissen der jungen Arbeitnehmenden und zu politischen Vorstössen zur Schliessung bestehender gesetzliche Lücken. Beide Medienkonferenzen stiessen auf ein ausserordentliches mediales Echo. Im August wurde schliesslich öffentlich bekannt, dass die Schaffhauser Kantonalbank SHKB als Reaktion auf die Einführung des gesetzlichen Vaterschaftsurlaubs den Mutterschafts-

urlaub um zwei Wochen gekürzt hatte. Gemeinsam mit Campax lancierte Travail.Suisse umgehend eine Petition, in der die Geschäftsleitung dazu aufgefordert wurde, diese Kürzung rückgängig zu machen. Ende September konnten rund 7500 Unterschriften öffentlichkeitswirksam an den CEO der SHKB übergeben werden. Mehrere Zehntausend Abonnenten und Abonnentinnen wurden des Weiteren mittels eines regelmässigen Newsletters zu aktuellen Entwicklungen rund um den Vaterschaftsurlaub auf dem Laufenden gehalten.

Medienkonferenzen

Im August und Dezember fanden die jährlichen Lohnmedienkonferenzen mit Teilnahme von Syna, HGU und transfair statt. Travail.Suisse und seine Verbände prangerten die bescheidene Lohnentwicklung für viele Arbeitnehmende an und kritisierten jene Branchen und Unternehmen, die ihre Gewinne nicht an ihre Mitarbeitenden weitergeben, welche gerade während der Pandemie überdurchschnittlichen Einsatz geleistet hatten.

Im Oktober folgte die Präsentation einer neuen Auflage des «Barometer Gute Arbeit». Die siebte Auflage brachte deutlich zutage, dass die Pandemie die Arbeitsbedingungen verändert hatte. Während die Männer profitierten, zahlten die Frauen die Zeche. Neben zunehmender Ungleichheit bei den Belastungen zeigte sich auch eine mangelnde Sensibilität der Arbeitgebenden gegenüber der Lohngleichheit und der Gleichstellung allgemein. Gleichzeitig befand sich der Stress am Arbeitsplatz auf einem Allzeithoch.

Insgesamt nahm Travail.Suisse im Jahr 2021 mit insgesamt sieben eigenen Medienkonferenzen, rund 105 Medienmitteilungen, vier Sessionsvorschauen und 13 Medienservices in deutscher und französischer Sprache Stellung zu aktuellen Themen und Geschäften aus Politik, Wirtschaft und Gesellschaft.

« Wind of Change » à la commission de jeunesse

Le secrétariat de Jeunesse.Suisse sera dirigé par un membre de la direction de Travail.Suisse. Jusqu'à présent, c'était Bruno Weber-Gobet qui a mis en place Jeunesse.Suisse. Le 1^{er} novembre 2021, Anna Storz, responsable de la politique sociale, a repris ce rôle en raison du départ à la retraite de Bruno Weber-Gobet. Jeunesse.Suisse représente également les intérêts des jeunes au sein du comité de Travail.Suisse. Le délégué actuel est Roman Helfer. A l'occasion du Conseil des jeunes, qui s'est tenu en novembre 2021 à Lucerne, la présidence de Jeunesse.Suisse a été reconstituée: Ivo Eichelberger (transfair) reste coprésident, Julian Ferrante (Hotel & Gastro Union) est désormais à ses côtés. Le Conseil des jeunes a remercié Nadine Walker (Syna) pour son activité de longue date pour Jeunesse.Suisse et son engagement exceptionnel. Les deux co-présidents sont très motivés pour s'attaquer à de nouveaux projets. Ainsi, lors du Conseil des jeunes, des objectifs stratégiques et de contenu ont déjà été définis pour les mois à venir et préparés pour une année 2022 extrêmement active.

Le travail avec les jeunes rendu extrêmement difficile par la pandémie

Après que de nombreux projets et manifestations ont été stoppés ou annulés depuis le début de la pandémie, Jeunesse.Suisse est sorti d'hibernation à l'occasion du Conseil des jeunes en novembre 2021. Cette première séance physique depuis le début de la pandémie de coronavirus a eu lieu avec la pré-

La pandémie a fortement entravé les activités de jeunesse de Travail.Suisse.

sence de nombreux jeunes membres motivés du syndicat. Il est extrêmement réjouissant de constater que des jeunes de différentes fédérations et de toutes les régions linguistiques étaient présents.

Jeunesse.Suisse se réunit à nouveau à intervalles réguliers pour des séances. Comme décidé lors du Conseil des jeunes, l'accent principal des activités de fond sera mis sur l'élimination de la différence salariale inexplicquée – la discrimination salariale. Pour atteindre cet objectif, différentes approches ont été discutées et examinées, mais une évaluation finale n'a pas encore été réalisée. Une analyse plus approfondie des données salariales en collaboration avec le projet « RESPECT8-3.CH » de Travail.Suisse a été très bien accueillie. Les jeunes sont également très intéressés à s'engager dans le domaine des réformes à venir de la prévoyance vieillesse.

Des projets réussis – malgré la pandémie

Dans le domaine du travail de jeunesse, il convient également de mentionner la plateforme www.2xgewinnen.ch, lancée avec succès en 2020. Les apprenti-e-s présentent un risque d'accident professionnel plus élevé que leurs collègues plus expérimentés. C'est pourquoi Jeunesse.Suisse a créé une plateforme avec des questions sur la sécurité au travail sous le nom de www.2xgewinnen.ch. Un quiz sensibilise en particulier les apprenti-e-s aux questions de sécurité au travail (premier gain). Celui qui peut répondre sans faute à cinq questions peut s'inscrire pour le tirage au sort mensuel et gagner des bons d'une valeur de CHF 100.00 (deuxième gain). La plate-forme existe en allemand, en français



et en italien. En complément, il existe une brochure intitulée « Un apprentissage sans accident », que les écoles professionnelles peuvent se procurer gratuitement auprès de Travail.Suisse.

La précarité de l'emploi s'est encore accrue avec la pandémie, y compris pour les jeunes. Cela se manifeste également dans le domaine des stages, qui sont un instrument à double tranchant sur le marché du travail. D'un côté, le stage peut permettre d'acquérir des connaissances pratiques dans le cadre d'une formation théorique et faciliter ainsi la constitution d'un réseau professionnel. Mais trop souvent, les jeunes adultes en stage sont exploités comme main-d'œuvre bon marché. Jeunesse.Suisse a donc élaboré différents matériaux sur ce thème. Outre un document de position, il existe également une « check-list pour un stage réussi » ainsi qu'une présentation interactive qui présente les informations sous une forme condensée et s'adresse aux jeunes adultes concernés.



Die Teilnehmerinnen und Teilnehmer des Jugendrats, der im November in Luzern stattfand.

Les participants au Conseil des jeunes qui s'est tenu en novembre à Lucerne.

Die Geschäftsstelle von Jeunesse.Suisse wird von einem Geschäftsleitungsmitglied von Travail.Suisse geführt. Bisher war dies Bruno Weber-Gobet, der Jeunesse.Suisse aufgebaut hat. Am 1. November 2021 hat Anna Storz, Leiterin Sozialpolitik, aufgrund der Pensionierung von Bruno Weber-Gobet diese Rolle übernommen. Jeunesse.Suisse vertritt die Anliegen der Jungen auch im Vorstand von Travail.Suisse. Aktueller Delegierter ist Roman Helfer. Anlässlich des Jugendrats, der im November 2021 in Luzern stattfand, wurde das Präsidium von Jeunesse.Suisse neu konstituiert: Ivo Eichelberger (transfair) bleibt Co-Präsident, neu steht Julian Ferrante (HGU) an seiner Seite. Der Jugendrat dankte Nadine Walker (Syna) für ihre langjährige Tätigkeit für Jeunesse.Suisse und ihr überaus grosses Engagement. Die beiden Co-Präsidenten sind sehr motiviert, neue Projekte anzugehen. So wurden am Jugendrat bereits strategische und inhaltliche Ziele für die kommenden Monate definiert und für ein äusserst aktives 2022 vorgespurt.

«Wind of Change» auch in der Jugendkommission

Jugendarbeit durch Pandemie massiv erschwert

Die Jugendarbeit von Travail.Suisse wurde von der Pandemie sehr stark getroffen. Nachdem mit Beginn der Pandemie zahlreiche Projekte und Veranstaltungen zu einem Stillstand kamen oder abgesagt werden mussten, wurde Jeunesse.Suisse anlässlich des Jugendrats im November 2021 zu neuem Leben erweckt. Im Beisein vieler motivierter, junger Gewerkschaftsmitglieder fand diese erste physische Sitzung seit Ausbruch der Corona-Pandemie statt. Äusserst erfreulich ist hierbei, dass Vertreterinnen und Vertreter von verschiedenen Verbänden und aus allen Sprachregionen anwesend waren.

Jeunesse.Suisse trifft sich nun wieder in regelmässigen Abständen für Sitzungen. Wie am Jugendrat entschieden, wird der Hauptfokus der inhaltlichen Tätigkeit auf der Beseitigung der unerklärten Lohndifferenz – der Lohndiskriminierung – liegen. Zur Erreichung dieses Ziels wurden verschiedene Ansätze diskutiert und geprüft, eine abschliessende Evaluation steht noch aus. Grossen Anklang fand eine nähere Analyse von Lohndaten in Zusammenarbeit mit dem Projekt RESPECT8-3.CH von Travail.Suisse. Auch das Interesse, sich im Bereich der anstehenden Reformen in der Altersvorsorge zu engagieren, ist bei den Jungen gross.

Erfolgreiche Projekte – trotz Pandemie

In der Jugendarbeit ist weiter noch auf die Plattform www.2xgewinnen.ch hinzuweisen, die 2020 erfolgreich lanciert wurde.

Lernende weisen ein höheres berufliches Unfallrisiko auf als ihre erfahreneren Kolleginnen und Kollegen. Jeunesse.Suisse hat deshalb eine Plattform mit Fragen zur Arbeitssicherheit unter dem Namen www.2xgewinnen.ch erstellt. Über ein Quiz sollen insbesondere Lehrlinge für Fragen der Arbeitssicherheit sensibilisiert werden (erster Gewinn). Wer dabei fünf Fragen fehlerfrei beantworten kann, kann sich für die monatliche Gewinnziehung registrieren lassen und dabei Gutscheine im Wert von CHF 100 gewinnen (zweiter Gewinn). Die Plattform existiert in Deutsch, Französisch und Italienisch. Ergänzend dazu gibt es eine Broschüre mit dem Titel «Ohne Unfall durch die Lehre», die von den Berufsfachschulen gratis bei Travail.Suisse bezogen werden kann.

Unsichere Beschäftigungsverhältnisse haben sich durch die Pandemie weiter verstärkt – auch für junge Erwachsene. Dies zeigt sich auch im Bereich der Praktika, die ein sehr zweischneidiges Instrument auf dem Arbeitsmarkt sind. Einerseits können sie praktisches Wissen in einer theoretischen Ausbildung vermitteln und damit den Aufbau des beruflichen Netzwerkes erleichtern. Allzu oft werden die jungen Erwachsenen in Praktikumsverhältnissen aber als billige Arbeitskräfte ausgenutzt. Jeunesse.Suisse hat deshalb verschiedene Materialien zum Thema erarbeitet. Neben einem Positionspapier existiert auch eine «Checkliste für ein erfolgreiches Praktikum» sowie eine interaktive Präsentation, welche die Informationen in kondensierter Form aufbereitet und sich an die betroffenen jungen Erwachsenen richtet.

Départ et succession à la direction

Bruno Weber-Gobet, directeur de l'Institut de formation ARC pour les travailleurs

et travailleuses depuis 1995, a pris sa retraite le 31 octobre. Bruno Weber-Gobet a développé l'offre d'ARC et l'a constamment adaptée, au fil des décennies, aux évolutions actuelles du monde du travail et aux besoins des membres qui en découlent. Le 1er septembre 2021, Daphna Paz lui a succédé à la tête de l'institut de formation. En tant que directrice d'ARC, elle est également directrice de l'organisation de formation continue Travail.Suisse Formation TSF, qui dispose d'un contrat de prestations avec le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI). Bruno Weber-Gobet continue de s'engager dans le cadre de Travail.Suisse Formation pour un accès à la formation continue pour l'ensemble de la société.

Chantal Gagnebin prend sa retraite

Après environ 10 ans d'activité auprès d'ARC, Chantal Gagnebin a quitté l'institut de formation en

raison de son départ à la retraite. Elle était à l'origine responsable de l'administration des cours en Suisse romande, mais a ensuite repris avec succès le travail de mise en réseau et de coordination en Suisse romande au cours des dernières années. Grâce à son engagement, les activités de formation continue d'ARC ont sensiblement augmenté. Natacha Huguélet a pris la succession de Chantal Gagnebin le 1er septembre 2021. Elle a déjà participé de manière déterminante au développement du programme de cours 2022 lors de sa mise au courant et est la nouvelle interlocutrice pour les cours ARC en Suisse romande.

La crise du coronavirus affecte le travail d'ARC

La pandémie a continué à affecter le paysage de la formation continue

en Suisse en 2021. Le travail d'ARC a également été fortement touché par les mesures de protection. Cela a notamment concerné les cours durant les six premiers mois, au cours desquels de nombreux cours en présentiel n'ont pas pu être organisés et ont dû être reportés ou annulés. Après les assouplissements, un grand nombre de cours ont pu être organisés et certains autres ont pu être proposés en ligne auparavant. Tout cela n'a été possible que grâce à un important surcroît de travail de la part du secrétariat et à la flexibilité des responsables de cours et des hôtels.

Nouveau programme annuel, nouveau site internet

Le programme annuel 2022 a été finalisé avec diverses nouvelles offres de cours issues des réactions des

participants aux cours. Parallèlement au nouveau portfolio de cours, le site web a également été mis à jour. L'offre et les cours de l'ARC sont désormais plus facilement accessibles. En tant qu'organisme responsable de Travail.Suisse Formation, qui s'engage pour un paysage de la formation continue inclusif, l'accessibilité était en outre également une préoccupation importante.

Travail.Suisse Formation TSF couronné de succès

En 2021, TSF a pu conclure avec succès le

projet « Améliorer l'accès des personnes aveugles et malvoyantes à la formation continue publique »,

lancé en 2017, par une conférence de presse et un rapport de base. De plus, TSF a réussi à conclure un nouveau contrat de prestations avec le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) pour les années 2021-2024. Celui-ci comprend trois projets: D'une part, le projet « Améliorer l'accès des personnes aveugles et malvoyantes à la formation continue publique » doit être poursuivi en collaboration avec les universités populaires. Ensuite, un nouveau projet sur le thème « Améliorer l'accès des personnes malentendantes et sourdes à la formation continue publique » doit être mis en place. Enfin, un projet doit fournir des informations sur la manière dont les conventions collectives de travail peuvent améliorer l'accès à la formation continue des personnes qui en sont éloignées.

Abschied und Nachfolge in der Leitung

Bruno Weber-Gobet, Geschäftsleiter des Bildungsinstituts für Arbeitnehmende ARC

seit 1995, wurde per 31. Oktober pensioniert. Bruno Weber-Gobet hat das Angebot von ARC aufgebaut und über die Jahrzehnte hinweg stets den aktuellen Entwicklungen der Arbeitswelt und den daraus resultierenden Bedürfnissen der Mitglieder angepasst. Am 1. September 2021 übernahm Daphna Paz als seine Nachfolgerin die Leitung des Bildungsinstituts. Als Geschäftsleiterin von ARC ist sie zugleich auch Geschäftsleiterin der Weiterbildungsorganisation Travail.Suisse Formation TSF, die über eine Leistungsvereinbarung mit dem Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFI verfügt. Bruno Weber-Gobet engagiert sich im Rahmen von TSF weiterhin für einen gesamtgesellschaftlichen Zugang zur Weiterbildung.

Chantal Gagnebin wird pensioniert

Nach rund 10-jähriger Tätigkeit bei ARC hat Chantal Gagnebin aufgrund ihrer Pensionierung

das Bildungsinstitut verlassen. Sie war ursprünglich für die Administration der Kurse in der Westschweiz zuständig, hat dann aber in den letzten Jahren auch erfolgreich die Vernetzungs- und Koordinationsarbeit in der Romandie übernommen. Dank ihrem Engagement haben die Weiterbildungsaktivitäten von ARC merklich zugenommen. Die Nachfolge von Chantal Gagnebin übernahm am 1. September 2021 Natacha Huguelet. Sie hat sich bereits während ihrer Einarbeitung massgeblich an der Entwicklung des Kursprogramms 2022 beteiligt und ist die neue Ansprechperson für ARC-Kurse in der Romandie.

Coronakrise beeinträchtigt die Arbeit von ARC

Die Pandemie beeinträchtigte die Weiterbildungsland-

schaft der Schweiz auch 2021. Auch die Arbeit von ARC war von den Schutzmassnahmen stark betroffen. Dies betraf insbesondere die Kurse im ersten halben Jahr, in dem viele der Präsenzveranstaltungen nicht durchgeführt werden konnten und verschoben oder abgesagt werden mussten. Nach den Lockerungen konnte eine Vielzahl der Kurse durchgeführt werden, einige weitere Kurse konnten schon zuvor online angeboten werden. Dies alles war nur dank einem hohen Mehraufwand durch das Sekretariat und der Flexibilität der Kursleitenden und Hotels möglich.

Neues Jahresprogramm, neue Webseite

Das Jahresprogramm 2022 wurde fertiggestellt mit diversen neuen

Kursangeboten, die aus den Rückmeldungen der Kursteilnehmenden entstanden. Gleichzeitig mit dem neuen Kursportfolio wurde auch die Webseite aktualisiert. Das Angebot und die Kurse von ARC sind nun einfacher zugänglich. Als Trägerin von TSF, die sich für eine inklusive Weiterbildungslandschaft einsetzt, war zudem auch die Accessibility ein wichtiges Anliegen.

Travail.Suisse Formation TSF erfolgreich

2021 konnte TSF das 2017 begonnene Projekt «Den Zugang von blinden und sehbehinderten Menschen zur öffentlichen Weiterbildung verbessern» mit einer Medienkonferenz und einem Grundlagenbericht erfolgreich abschliessen. Zudem ist es TSF gelungen, für die Jahre

2021-2024 eine neue Leistungsvereinbarung mit dem SBFI abzuschliessen. Diese umfasst drei Projekte: Zum einen soll das Projekt «Den Zugang von blinden und sehbehinderten Menschen zur öffentlichen Weiterbildung verbessern» in Zusammenarbeit mit den Volkshochschulen weitergeführt werden. Weiter soll ein neues Projekt zum Thema «Den Zugang von hörbehinderten und gehörlosen Menschen zur öffentlichen Weiterbildung verbessern» aufgebaut werden. Und schliesslich soll ein Projekt Auskunft darüber geben, wie Gesamtarbeitsverträge den Zugang von weiterbildungsfernen Personen zur Weiterbildung verbessern können.

Projets de travail équitables en Amérique latine et en Afrique

L'œuvre d'entraide de Travail.Suisse Brücke · Le pont a en 2021 contribué, avec une trentaine de projets en Afrique et en Amérique latine, à faire évoluer positivement des situations. Les effets de la pandémie de coronavirus se font encore fortement sentir dans tous les pays où sont menés les projets et, comme en 2020, Brücke · Le pont a fourni une aide d'urgence sur place avec certaines de ses organisations partenaires. Malgré cela, de nombreux projets ont obtenu des réussites.

Droits du travail pour les jeunes

En Amérique latine, Brücke · Le pont s'engage pour de meilleures chances pour les jeunes touchés par la pauvreté en leur proposant des cours professionnels et en les aidant à entrer sur le marché du travail. Parallèlement, elle exige des employeurs et des autorités des conditions de travail équitables et le respect des droits du travail. Au Salvador, elle a mis en place en 2021 un observatoire des droits du travail des jeunes avec une organisation partenaire locale : sur la base des cas signalés, des exigences concrètes sont développées pour une meilleure protection juridique des jeunes travailleurs et des offres d'encadrement sont mises en place pour eux.

SRF fait un reportage sur les employées de maison

Au Honduras et au Salvador, Brücke · Le pont soutient entre autres des syndicats et des réseaux d'employées de maison. Ces dernières luttent pour

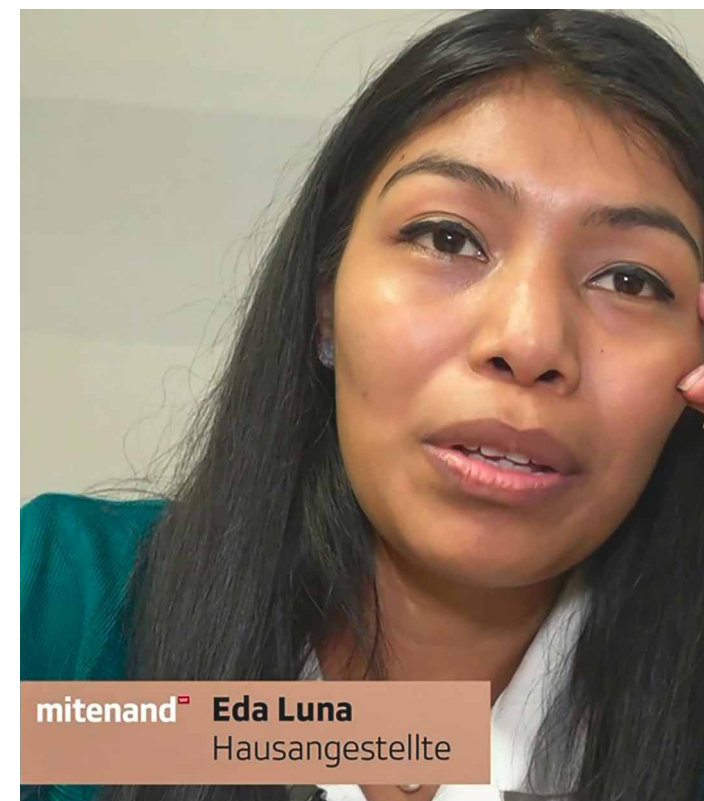
L'œuvre d'entraide de Travail.Suisse Brücke · Le pont a en 2021 contribué, avec une trentaine

Nouveaux projets en Afrique de l'Ouest

En 2021, trois nouveaux projets (partiels) ont démarré avec succès : avec le projet Karité, Brücke · Le pont soutient des femmes dans le nord du Bénin qui produisent et vendent du beurre de karité. Après quelques mois seulement, elles ont pu augmenter leur rendement de 20 pour cent. Le projet Vidomegon sensibilise la population du sud du Bénin contre le trafic d'enfants et la violence envers les femmes et soutient la mise en place de centres d'accueil locaux pour les personnes concernées. Et deux projets encouragent désormais aussi la production et la transformation du manioc, une racine tubéreuse au potentiel important dans la lutte contre la faim.

Adieu à la Bolivie

Après environ 50 ans d'engagement en Bolivie, Brücke · Le pont a clôturé en 2021 son dernier projet dans le pays. Durant cette période, elle a par exemple soutenu des producteurs et productrices de miel, des vendeurs et vendeuses de rue, des ouvriers du bâtiment, des employé·e·s de maison et de jeunes demandeurs d'emploi. La mise en place d'associations au sein desquelles des travailleuses et travailleurs informels de 15 groupes professionnels s'engagent ensemble pour de meilleures conditions de travail a été particulièrement réussie. L'engagement de Brücke · Le pont a permis à





Die SRF-Sendung «mitenand» berichtet darüber, wie Hausangestellte in Honduras ihre Rechte einfordern.

L'émission «mitenand» de la SRF raconte comment les employées de maison au Honduras revendiquent leurs droits.

Projekte für faire Arbeit in Lateinamerika und Afrika

Das Travail.Suisse-Hilfswerk Brücke · Le pont hat 2021 mit rund 30 Projekten in Afrika und Lateinamerika viel bewegt. Die Auswirkungen der Coronapandemie sind in allen Projektländern noch stark spürbar und wie schon 2020 leistete Brücke · Le pont mit einigen ihrer Partnerorganisationen vor Ort Nothilfe. Trotzdem konnten viele Projekte Erfolge vermelden.

Arbeitsrechte für Jugendliche

In Lateinamerika engagiert sich Brücke · Le pont mit Berufskursen und der Unterstützung beim Einstieg in den Arbeitsmarkt für bessere Chancen für arbeitsbetroffene Jugendliche. Gleichzeitig fordert sie von Arbeitgebenden und Behörden faire Arbeitsbedingungen und die Einhaltung der Arbeitsrechte. In El Salvador richtete sie 2021 mit einer lokalen Partnerorganisation eine Beobachtungsstelle für die Arbeitsrechte von Jugendlichen ein: Aufgrund der gemeldeten Fälle werden konkrete Forderungen für besseren rechtlichen Schutz junger Arbeitnehmender entwickelt und Betreuungsangebote für sie aufgebaut.

SRF berichtet über Hausangestellte

In Honduras und El Salvador unterstützt Brücke · Le pont Hausangestellten-Gewerkschaften und -Netzwerke. Die Frauen kämpfen für bessere Arbeitsbedingungen und organisieren und besuchen Schulungen zur Stärkung ihrer beruflichen Kompetenzen und zu Arbeits- und Menschenrechten. Die SRF-Sendung «mitenand» besuchte im Frühling 2021 das Projekt in Honduras: www.bruecke-lepont.ch/trabajo-digno

Neue Projekte in Westafrika

2021 starteten gleich drei neue (Teil-)Projekte erfolgreich: Mit dem Projekt Karité unterstützt Brücke · Le pont Frauen im Norden Benins, die Sheabutter herstellen und verkaufen. Sie konnten ihren Ertrag schon nach wenigen Monaten um 20 Prozent steigern. Das Projekt Vidomegon sensibilisiert die Bevölkerung Südbenins gegen Kinderhandel und Gewalt an Frauen und unterstützt den Aufbau lokaler Anlaufstellen für Betroffene. Und zwei Projekte fördern neu auch die Produktion und Verarbeitung von Maniok, einer Wurzelknolle mit viel Potenzial im Kampf gegen den Hunger.

Abschied von Bolivien

Nach rund 50 Jahren Engagement in Bolivien schloss Brücke · Le pont 2021 das letzte Projekt im Land ab. Sie unterstützte in dieser Zeit beispielsweise Honigproduzent*innen, Strassenverkäufer*innen, Bauarbeiter*innen, Hausangestellte und jugendliche Arbeitssuchende. Besonders erfolgreich war der Aufbau von Vereinen, in denen sich informell Beschäftigte aus 15 Berufsgruppen gemeinsam für bessere Arbeitsbedingungen einsetzen. Das Engagement von Brücke · Le pont ermöglichte diesen Arbeitenden, die nie eine formelle Ausbildung absolviert hatten, Zugang zu einer national anerkannten Diplomprüfung. Diese Aktivitäten führen die bolivianischen Partnerorganisationen nun weiter.

Auszeichnungen in Brasilien

Das Projekt Culinaria, das Jugendliche in Gastronomie ausbildet, gewann 2021 einen Preis von umgerechnet 20000 Franken der Volkswagenstiftung Brasilien, die soziale Projekte mit grosser Wirkung

ces travailleurs et travailleuses, qui n'avaient jamais suivi de formation formelle, d'accéder à un examen de diplôme reconnu au niveau national. Les organisations partenaires boliviennes poursuivent ces activités.

Récompenses au Brésil

Le projet Culina-ria, qui forme des jeunes à la gastronomie, a remporté en 2021 un prix d'une valeur équivalente à 20 000 francs suisses de la Fondation Volkswagen Brésil, qui récompense les projets sociaux à fort impact. Il a remporté le prix parmi 270 propositions de projets provenant de tout le Brésil. Le dernier projet en date dans le pays, qui a vu le jour en raison de la fermeture des écoles pendant la pandémie, a également été couronné de succès: grâce à l'application d'apprentissage « Educar Nestante », les élèves des zones rurales qui n'ont pas accès à Internet peuvent télécharger une fois par semaine, à partir d'un accès public à Internet, le matériel d'apprentissage pour toute une semaine et télécharger les exercices résolus. Le développement a été soutenu par la Chaîne du Bonheur et l'application devrait être mise à la disposition d'autres écoles à partir de 2022.

Sensibilisation en Suisse

Par le biais de sa newsletter, de son bulletin imprimé et des médias sociaux, Brücke · Le pont informe régulièrement sur l'actualité de ses projets et des pays dans lesquels elle intervient et sensibilise aux thèmes du développement et de la solidarité mondiale. En 2021, elle a par exemple soutenu la pétition internationale #PayYourWorkers pour les millions d'ouvriers du textile qui n'ont pas reçu de salaire pour les commandes déjà passées pendant la pandémie.

Rester informé: www.bruecke-lepont.ch/newsletter

Développements institutionnels

Comme en 2020, l'équipe de Brücke · Le pont a travaillé davantage par vidéoconférence; les voyages dans les pays de projets n'ont été que partiellement possibles en raison du coronavirus. Au sein du comité, Yvonne Buschor a passé le flambeau en mai 2021 après sept années d'engagement. Le nouveau président est Peter Frauenknecht, qui travaille avec passion au sein du comité depuis 2018 et qui apporte une longue expérience de management acquise au cours de sa carrière dans l'informatique et les télécommunications. En 2021, les dons ont été plus élevés que prévu; parmi eux, environ 30 000 francs ont été reçus par le biais de l'action « une heure de salaire par mois » – une action de solidarité que Travail.Suisse a lancée il y a plus de 60 ans.

Une participante au projet Karité au Bénin met en bouteille du beurre de karité fraîchement fabriqué pour le vendre.

Eine Teilnehmerin des Projekts Karité in Benin füllt frisch hergestellte Sheabutter zum Verkauf ab.





auszeichnet. Es ging unter 270 eingereichten Projektvorschlägen aus ganz Brasilien als Sieger hervor. Auch das neuste Projekt im Land, das aufgrund der Schulschliessungen während der Pandemie entstand, ist erfolgreich: Mit der Lern-App «Educar Nestante» können Schüler*innen aus ländlichen Gebieten, die keinen Internetanschluss haben, einmal wöchentlich an einem öffentlichen Internetzugang das Lernmaterial für eine ganze Woche herunterladen und gelöste Aufgaben hochladen. Die Entwicklung wurde von der Glückskette unterstützt und die App soll ab 2022 weiteren Schulen zur Verfügung stehen.

Sensibilisierung in der Schweiz

Über ihren Newsletter, das gedruckte Bulletin und Social Media informiert Brücke · Le pont regelmässig über Aktualitäten aus ihren Projekten und Projektländern und sensibilisiert für Entwicklungsthemen und globale Solidarität. 2021 unterstützte sie beispielsweise die internationale Petition #PayYourWorkers für Millionen von Textilarbeiter*innen, die während der Pandemie keinen Lohn für schon getätigte Aufträge erhielten. Informiert bleiben: www.bruecke-lepont.ch/newsletter

Institutionelle Entwicklungen

Das Team von Brücke · Le pont arbeitete wie schon 2020 vermehrt mit Videokonferenzen; Reisen in die Projektländer waren coronabedingt nur teilweise möglich. Im Vorstand gab Yvonne Buschor im Mai 2021 das Präsidium nach sieben engagierten Jahren weiter. Neuer Präsident ist Peter Frauenknecht, der seit 2018 mit viel Herzblut im Vorstand tätig ist und langjährige Managementenerfahrung aus seiner Laufbahn in Informatik und Telekommunikation mitbringt. Die Spenden waren 2021 höher als erwartet; darunter waren auch rund 30 000 Franken, die über die Stundenlohnaktion eingingen.

Représentation de Travail.Suisse dans les commissions et organisations

(État 31 déc. 2021)

Politique du marché du travail

Commission fédérale pour la politique économique
Gabriel Fischer

Groupe de contact de la Banque nationale suisse BNS
Adrian Wüthrich

Commission fédérale tripartite des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes
Gabriel Fischer, Arno Kerst (jusqu'en février 2021), Mandy Zeckra (à partir de mars 2021)

Commission fédérale de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage
Gabriel Fischer, Nico Fröhli, Carole Furrer

Commission fédérale du travail
Gabriel Fischer, Mathias Regotz (jusqu'en octobre 2021), vacant (à partir de novembre 2021)

Commission fédérale de conciliation en matière de conflits collectifs de travail
Robert Métrailler, Claudia Stöckli

Commission fédérale de la statistique fédérale
Valérie Borioli Sandoz

Commission fédérale de la loi sur la durée du travail (transports publics)
Werner Rüegg, Greta Gysin (membre suppléant)

Politique sociale

Commission fédérale de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
Thomas Bauer

Commission fédérale de la prévoyance professionnelle
Thomas Bauer, Juan Barahona

Institution supplétive LPP, Conseil de fondation
Urs Masshardt, Adrian Wüthrich

Fondation Fonds de garantie LPP, Conseil de fondation
Thomas Bauer

Conseil de la Suva
Thomas Bauer, Tanja Brülisauer, Arno Kerst, Urs Masshardt, Renato Ricciardi

Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail CFST
Diego Frieden, Albane Bochatay (suppléante)

Fonds de compensation AVS/AI/APG (Compenswiss), Conseil d'administration
Beat Schwaller

Commission fédérale pour les questions familiales
Valérie Borioli Sandoz

Pro Familia Suisse
Thomas Bauer, Valérie Borioli Sandoz (également membre du comité)

Politique de conciliation/d'égalité

Commission fédérale pour les questions féminines
Gabriel Fischer

Communauté d'intérêts Proches aidants CIPA, comité
Adrian Wüthrich

Politique migratoire

Commission fédérale des migrations
Mandy Zeckra

Politique de la formation

Sommet national de la formation professionnelle
Adrian Wüthrich, Gabriel Fischer

Task Force « Perspectives Apprentissage »
Bruno Weber-Gobet (jusqu'en octobre 2021, intégré à la CTFP depuis le 15 novembre 2021)

Conférence tripartite de la formation professionnelle CTFP
Bruno Weber-Gobet (jusqu'en octobre 2021), Gabriel Fischer (à partir de novembre 2021)

Fondation SwissSkills, Conseil de fondation
Bruno Weber-Gobet (jusqu'en octobre 2021), Gabriel Fischer (à partir de novembre 2021)

Conférence suisse des hautes écoles, comité permanent du monde du travail
Bruno Weber-Gobet (jusqu'en octobre 2021), Gabriel Fischer (à partir de novembre 2021)

Comité de la Fédération suisse pour la formation continue FSEA, comité
Bruno Weber-Gobet (jusqu'en octobre 2021), Gabriel Fischer (à partir de novembre 2021)

Société suisse pour la recherche appliquée en matière de formation professionnelle (SRFP), comité
Bruno Weber-Gobet

Politique extérieure

Commission fédérale consultative du Point de contact national pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales
Denis Torche

Commission tripartite pour les affaires de l'OIT
Franziska Theiler

Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen

(Stand Dezember 2021)

Arbeitsmarktpolitik

**Eidgenössische Kommission für
Wirtschaftspolitik**
Gabriel Fischer

**Kontaktgruppe Schweizerische
Nationalbank SNB**
Adrian Wüthrich

**Eidgenössische tripartite Kommission
Begleitmassnahmen Personenfreizügigkeit**
Gabriel Fischer, Arno Kerst (bis Februar 2021),
Mandy Zeckra (ab März 2021)

**Aufsichtskommission für den Ausgleichsfonds
der Arbeitslosenversicherung**
Gabriel Fischer, Nico Fröhli, Carole Furrer

Eidgenössische Arbeitskommission
Gabriel Fischer, Mathias Regotz (bis Oktober 2021),
vakant (ab November 2021)

**Eidgenössische Einigungsstelle zur Beilegung
von kollektiven Arbeitsstreitigkeiten**
Robert Métrailler, Claudia Stöckli

Eidgenössische Kommission für Bundesstatistik
Valérie Borioli Sandoz

**Eidgenössische Arbeitszeitgesetzkommission
(öffentlicher Verkehr)**
Werner Rüegg, Greta Gysin (Ersatzmitglied)

Sozialpolitik

**Eidgenössische Kommission für die Alters-,
Hinterlassenen- und Invalidenversicherung**
Thomas Bauer

**Eidgenössische Kommission für die
berufliche Vorsorge**
Thomas Bauer, Juan Barahona

Auffangeinrichtung BVG, Stiftungsrat
Urs Masshardt, Adrian Wüthrich

Sicherheitsfonds BVG, Stiftungsrat
Thomas Bauer

Suva-Rat
Thomas Bauer, Tanja Brülisauer, Arno Kerst,
Urs Masshardt, Renato Ricciardi

**Eidgenössische Kommission für
Arbeitssicherheit EKAS**
Diego Frieden, Albane Bochatay (Stellvertreterin)

**Ausgleichsfonds AHV/IV/EO (Compenswiss),
Verwaltungsrat**
Beat Schwaller

Eidgenössische Kommission für Familienfragen
Valérie Borioli Sandoz

Pro Familia Schweiz
Thomas Bauer, Valérie Borioli Sandoz (auch
Vorstands-Mitglied)

Vereinbarkeits-/Gleichstellungspolitik

**Eidgenössische Kommission
für Frauenfragen**
Gabriel Fischer

**Interessengemeinschaft Angehörigenbetreuung
IGAB, Vorstand**
Adrian Wüthrich

Migrationspolitik

Eidgenössische Migrationskommission
Mandy Zeckra

Bildungspolitik

Spitzentreffen der Berufsbildung
Adrian Wüthrich, Gabriel Fischer

Task Force «Perspektive Berufslehre»
Bruno Weber-Gobet (bis Oktober 2021,
seit 15. November 2021 in TBBK integriert)

Tripartite Berufsbildungskonferenz TBBK
Bruno Weber-Gobet (bis Oktober 2021),
Gabriel Fischer (ab November 2021)

Stiftung SwissSkills, Stiftungsrat
Bruno Weber-Gobet (bis Oktober 2021),
Gabriel Fischer (ab November 2021)

**Schweizerische Hochschulkonferenz,
Ausschuss Arbeitswelt**
Bruno Weber-Gobet (bis Oktober 2021),
Gabriel Fischer (ab November 2021)

**Schweizerischer Verband für Weiterbildung
SVEB, Vorstand**
Bruno Weber-Gobet (bis Oktober 2021),
Gabriel Fischer (ab November 2021)

**Schweizerische Gesellschaft für angewandte
Berufsbildungsforschung SGAB, Vorstand**
Bruno Weber-Gobet

Commission d'experts douaniers
Therese Schmid

**Groupe d'accompagnement Plan d'action national
pour la mise en œuvre des Principes directeurs
de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de
l'homme**
Denis Torche

**Confédération européenne des syndicats CES,
Comité exécutif**
Adrian Wüthrich, Denis Torche (suppléant)

Comité consultatif de l'AELE
Denis Torche, Gabriel Fischer (suppléant)

Effectif des membres des organisations affiliées

	2020	2021
Syna	57 680	55 916
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	41 135	39 881
Hotel &Gastro Union	18 139	17 508
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	10 473	10 539
transfair	10 142	10 376
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	1 397	1 287
Fédération des Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses FH-CH	922	865
Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie électrique FPE	1 010	1 020
Employés Droguistes Suisse	149	148
Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois-e-s en Suisse VUCAS	44	42
Total	141 091	137 582

Aussenpolitik

Eidg. Kommission zur Beratung des Nationalen Kontaktpunktes für die OECD-Leitsätze für multinationale Unternehmen

Denis Torche

Tripartite Kommission für Angelegenheiten der IAO

Franziska Theiler

Zollexpertenkommission

Therese Schmid

Begleitgruppe Nationaler Aktionsplan für die Umsetzung der UNO-Leitprinzipien für Wirtschaft und Menschenrechte

Denis Torche

Europäischer Gewerkschaftsbund EGB, Exekutivausschuss

Adrian Wüthrich, Denis Torche (Stellvertreter)

EFTA-Konsultativausschuss

Denis Torche, Gabriel Fischer (Stellvertreter)

Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen

	2020	2021
Syna	57 680	55 916
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	41 135	39 881
Hotel & Gastro Union	18 139	17 508
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	10 473	10 539
transfair	10 142	10 376
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	1 397	1 287
Verband der Fachhochschuldozierenden Schweiz FH-CH	922	865
Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE	1 010	1 020
Angestellte Drogisten Suisse	149	148
Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS	44	42
Total	141 091	137 582

Adresses

Secrétariat

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, case postale, 3001 Berne
tél. 031 370 21 11
e-mail: info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Organisations membres

Syna – le syndicat

Römerstrasse 7, case postale 1668, 4600 Olten
tél. 044 279 71 71
e-mail: info@syna.ch
www.syna.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via S. Balestra 19, 6900 Lugano
tél. 091 921 15 51 Fax. 091 923 53 65
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.ch
www.ocst.ch

Hotel & Gastro Union

case postale 3027, 6002 Lucerne
tél. 041 418 22 22
e-mail: info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair

Hopfenweg 21, case postale, 3000 Berne 14
tél. 031 370 21 21 Fax. 031 370 21 31
e-mail: info@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats Chrétiens Interprofessionnels du Valais

Place du Midi 24
1950 Sion
tél. 027 327 34 56 Fax. 027 327 34 59
e-mail: info@sciv.ch
www.sciv.ch

Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Segelhofstrasse 9P/Trakt M
5405 Baden-Dättwil
Tel. 058 589 37 17
e-mail: info@avabb.ch
www.avabb.ch

Fédération des Associations de Professeur-e-s des Hautes écoles spécialisées suisses (HES-CH)

Hopfenweg 21, case postale, 3001 Berne
tél. 031 370 21 11
www.fh-ch.ch

Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE

3000 Berne
tél. 0844 873 873 (4 cent./min) Fax 071 757 94 59
e-mail: info@vpe.ch
www.vpe.ch

Employés droguistes Suisse

Steinentorstrasse 13, case postale 223
4010 Bâle
tél. 061 261 45 45 Fax. 061 261 46 18
e-mail: info@drogisten.org
www.drogisten.org

Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses Hongrois-es en Suisse VUCAS

case postale 2408, 8021 Zurich 1

Adressen

Geschäftsstelle

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, Postfach, 3001 Bern
Tel. 031 370 21 11
e-mail: info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Mitgliedsorganisationen

Syna – die Gewerkschaft

Römerstrasse 7, Postfach 1668, 4600 Olten
Tel. 044 279 71 71
e-mail: info@syna.ch
www.syna.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via S. Balestra 19, 6900 Lugano
Tel. 091 921 15 51 Fax. 091 923 53 65
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.ch
www.ocst.ch

Hotel & Gastro Union

Postfach 3027, 6002 Luzern
Tel. 041 418 22 22
e-mail: info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair – der Personalverband

Hopfenweg 21, Postfach, 3000 Bern 14
Tel. 031 370 21 21 Fax. 031 370 21 31
e-mail: info@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats Chrétiens Interprofessionnels du Valais

Place du Midi 24
1950 Sion
Tel. 027 327 34 56 Fax. 027 327 34 59
e-mail: info@sciv.ch
www.sciv.ch

Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Segelhofstrasse 9P/Trakt M
5405 Baden-Dättwil
Tel. 058 589 37 17
e-mail: info@avabb.ch
www.avabb.ch

Verband der Fachhochschuldozierenden

Schweiz FH-CH

Hopfenweg 21, Postfach, 3001 Bern
Tel. 031 370 21 11
www.fh-ch.ch

Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE

3000 Bern
Tel. 0844 873 873 (4 Rp./Min.)
Fax. 071 757 94 59
e-mail: info@vpe.ch
www.vpe.ch

Angestellte Drogisten Suisse

Steinentorstrasse 13, Postfach 223
4010 Basel
Tel. 061 261 45 45 Fax. 061 261 46 18
e-mail: info@drogisten.org
www.drogisten.org

Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS

Postfach 2408, 8021 Zürich 1

Travail.Suisse

Hopfenweg 21
PF/CP
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch